



25/09/2019

Sommaire

07:34:16 Les laboratoires d'analyse médicale sont RADIO CLASSIQUE - Journal - 25/09/2019	5
06:34:49 Les laboratoires d'analyses médicales RADIO CLASSIQUE - Journal - 25/09/2019	6
La FNMR soutient les biologistes en grève Thema-radiologie.fr - 24/09/2019	7
15h31 Grève : les prévisions des prochaines semaines Rtl.fr - 24/09/2019	8
En Mayenne. Les laboratoires d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre Ouest-france.fr - 24/09/2019	10
Les laboratoires d'analyses sont en grève Ouest France Laval - Laval - 25/09/2019	11
En grève, les officines de biologie médicale sont fermées tous les après-midi, jusqu'au 1er octobre La Montagne Vichy - Vichy - 25/09/2019	12
En Mayenne. Les laboratoires d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre maville.com - 24/09/2019	13
P.-O. - Grève des labos privés de biologie médicale "perçus comme la variable d'ajustement économique" lindependant.fr - 24/09/2019	14
Le Fil Actu - SNCF, RATP, Hôpitaux, Finances Publique, Education Nationale.... Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France aujourd'hui les-infos-videos.fr - 24/09/2019	16
Mobilisation contre la réforme des retraites Lci.fr - 24/09/2019	19
En grève, la majorité des laboratoires de biologie médicale d'Auvergne ferment à 13 heures jusqu'au 1er octobre LaMontagne.fr - 24/09/2019	21
EN DIRECT - Réforme des retraites: A Paris, la manifestation a débuté à 14h depuis la place de la République en direction de la place de la Nation JeanMarcMorandini.com - 24/09/2019	23
« Nous sommes perçus comme la variable d'ajustement économique » L'Indépendant Catalan Perpignan - Perpignan - 25/09/2019	27
18:01:53 Grève des laboratoires de biologie FRANCE BLEU PICARDIE - Journal de 18h00 - 24/09/2019	28
12:00:20 Il y a une grève des médecins FRANCE BLEU Périgord - Journal de 12h00 - 24/09/2019	29

Besançon Les laboratoires d'analyses médicales en grève Les laboratoires d'analyses médicales sont fermés au public tous les après-midi jusqu'au 1er octobre. Date du début des négociations avec l'assurance maladie qui leur demande encore 180 millions Estrepublicain.fr - 25/09/2019	30
Analyses médicales : fermé l'après-midi L'Est Républicain Doubs - Haut Doubs - Doubs - Haut Doubs - 25/09/2019	32
Les laboratoires d'analyses en grève Le Courrier Picard Région D'Amiens - Région D'Amiens - 25/09/2019	33
12:48:04 Grève dans les laboratoires d'analyse. C8 - C8 le jt - 24/09/2019	34
19:33:38 La rentrée sociale se poursuit cette TV7 BORDEAUX - Le journal - 23/09/2019	35
18:47:33 Les laboratoires d'analyse médicale TV Tours - Le journal - 23/09/2019	36
LABM Les raisons d'une grève Le Quotidien du Pharmacien - 23/09/2019	37
LABORATOIRES Le Parisien - 24/09/2019	38
Les laboratoires médicaux en grève jusqu'au 1er octobre les-infos-videos.fr - 24/09/2019	39
Grève des laboratoires de biologie médicale : une douzaine de sites dans l'Indre LaNouvelleRepublique.fr - 24/09/2019	40
Grèves contre la réforme des retraites : ce qui vous attend mardi 24 septembre lagazettedeparis.fr - 24/09/2019	41
Des biologistes en grève, des laboratoires perturbés guadeloupe.franceantilles.fr - 24/09/2019	43
Perpignan : les laboratoires d'analyses médicales en grève les après-midis Francetvinfo.fr - 24/09/2019	44
Santé : les laboratoires d'analyses médicales en grève Francetvinfo.fr - 24/09/2019	45
Des biologistes en grève, des laboratoires perturbés France-Antilles Guadeloupe - 24/09/2019	46
07:24:59 Grève dans les laboratoires d'analyses FRANCE O - Info matin-martinique - 24/09/2019	47
Pourquoi les laboratoires d'analyse médicale sont en grève dès ce lundi Yahoo ! (France) - 23/09/2019	48
Grève des labos : pour la prise de sang, c'est le matin Sud Ouest Bordeaux Rive droite - Bordeaux Rive droite - 24/09/2019	49
Pourquoi les laboratoires d'analyses médicales font-ils grève ?	51

Rtl.fr - 23/09/2019	
Les laboratoires de biologie médicale en grève jusqu'au 1er octobre republicain-lorrain.fr - 23/09/2019	52
Dinan. Les laboratoires d'analyses médicales en grève cette semaine Ouest-france.fr - 23/09/2019	53
Les laboratoires d'analyses médicales en grève Ouest France Dinan - Dinan - 24/09/2019	54
Biologie médicale : laboratoires en grève La Nouvelle République du Centre Ouest Indre - Indre - 24/09/2019	55
Santé : les laboratoires d'analyses en grève partielle durant une semaine Msn (France) - 23/09/2019	56
Dinan. Les laboratoires d'analyses médicales en grève cette semaine (Ouest-France) maville.com - 23/09/2019	57
Santé: les labos de biologie médicale en grève depuis lundi macommune.info - 24/09/2019	58
Grève : les laboratoires d'analyses médicales ferment leurs portes l'après-midi durant une semaine lunion.fr - 23/09/2019	60
Grève des laboratoires Linfo.re - 23/09/2019	61
Tous les laboratoires mayennais d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre prochain francebleu.fr - 24/09/2019	62
Les labos privés en grève tous les après-midi L'Est Eclair - 24/09/2019	63
En grève, les laboratoires de biologie protestent contre la baisse de leurs tarifs La Croix - 24/09/2019	64
Les labos d'analyses médicales en grève Le Courrier Picard Picardie Maritime - Picardie Maritime - 24/09/2019	66
Une grève partielle jusqu'au 1er octobre Le Courrier Picard Picardie Maritime - Picardie Maritime - 24/09/2019	67
LABORATOIRES Aujourd'hui en France - 24/09/2019	68



- 07:34:16 Les laboratoires d'analyse médicale sont en grève pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies que veut leur imposer l'Assurance maladie.
- 07:34:41 Déclaration de Jean-Claude Azoulay vice-président du Syndicat national des médecins biologistes, pour qui c'est la demande de trop.
- 07:35:18



- 06:34:49 Les laboratoires d'analyses médicales sont en grève, ferment à 13h pour protester contre.les 170 millions d'euros d'économies que veut leur imposer l'assurance maladie l'année prochaine
- 06:35:17 Interview Jean-Claude Azoulay vice-président du Syndicat national des médecins biologistes
- 06:35:50



La FNMR soutient les biologistes en grève



L'Assurance Maladie a annoncé dernièrement vouloir imposer de nouvelles baisses tarifaires aux cabinets de **biologiemédicaleen** 2020, pour un montant de 170 millions d'euros, soit près de deux fois plus qu'en 2019 (95 millions d'euros).

Les syndicats de biologistes sont vent debout face à cette décision, arguant que cette baisse s'ajouté "au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans". Cette pression financière constante qui lui est imposée conduit à des regroupements de laboratoires affaiblissant le maillage territorial et met, selon les syndicats, "directement en danger l'existence de 200 sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes" sur un total de 452. Pour montrer leur mécontentement, ils sont en **grève** depuis le 23 septembre et jusqu'au 1^{er} octobre 2019, à travers la fermeture de leur cabinet tous les après-midi de cette période.

Dans ce contexte, la Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR) a réagi, dans un communiqué, pour soutenir les **biologistes médicaux**. Depuis 2009, la radiologie libérale a été soumise aux mêmes pressions financières avec les mêmes conséquences : "fermetures de centres de radiologie, réduction des investissements dans les équipements, délais de rendez-vous qui stagnent", avance la Fédération, qui rappelle qu'elle s'est engagée, avec l'Assurance maladie, dans la pertinence des actes. C'est la maîtrise des dépenses au service des patients : le bon acte, au bon moment pour le bon patient.

La FNMR déclare ainsi soutenir les syndicats de biologistes dans ce conflit et souhaite que le chemin ouvert avec l'accord sur la pertinence des actes puisse servir de modèle en remplacement de la régulation tarifaire.

Paolo Royan

15h31 Grève : les prévisions des prochaines semaines



Ce mardi 24 septembre, c'est au tour de la CGT de manifester. Au cœur des inquiétudes : la réforme des retraites et la possible fin des régimes spéciaux. La SNCF, l'Éducation nationale, les facteurs, les fonctionnaires font grève aujourd'hui.

Les derniers jours ont vu défilé plusieurs professions contre cette réforme. Médecins, infirmiers, pilotes et avocat ont manifesté. Les agents de la RATP ont également fait la grève vendredi 13 septembre, provoquant une paralysie quasi-totale des transports franciliens.

Et ce n'est pas près de s'arrêter. Si vous comptez voyager avec la compagnie Transavia, informez-vous : cette dernière a posé un préavis de grève jusqu'au 15 octobre prochain. Du 23 septembre au 1er octobre, quatre syndicats de biologistes et l'association APBM appellent les laboratoiresdebiologiemédicale à faire grève partiellement en n'ouvrant leurs portes aux patients que pour les analyses du matin. Ils dénoncent la baisse du financement par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

Grève illimitée de la RATP à partir du 5 décembre

À Saint-Quentin, les facteurs de la ville sont en grève illimitée depuis le 18 septembre. La distribution du courrier risque d'être perturbée. À Nancy, du vendredi 27 au dimanche 29 septembre, les agents de bus et trams seront en grève à l'appel des syndicats CGT et FO. À lire aussi



climat Marche pour le climat : "Macron est difficile à suivre", analyse Bost sur RTL

-
-

Enfin, le calvaire des utilisateurs de la RATP pourrait se renouveler début décembre. À la suite de la première journée de mobilisation du 13 septembre, 5 syndicats ont appelé les agents à entamer une **grève** illimitée à partir du 5 décembre. La CGT n'a pour le moment pas rejoint le mouvement. Le réseau SNCF pourrait également être perturbé. SUD-Rail, le troisième syndicat, s'est associé à l'intersyndicale à la RATP pour cette **grève** illimitée, comme l'a annoncé son secrétaire général Fabien Dumas à BFM TV.

La rédaction vous recommande

- Les infos de 7h30 - **Grève** du 24 septembre : qui sont les manifestants ?
- **Grève** à la RATP : comment expliquer le choix symbolique du 5 décembre ?
- Retraites : la **grève** RATP est "abusée", selon Agnès Buzyn sur RTL

Lire la suite



En Mayenne. Les laboratoires d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre

Antonin LE BRIS.

En Mayenne. Les laboratoires d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre. S'inscrivant dans un mouvement de grève national, les laboratoires d'analyses médicales de la Mayenne se sont mis en grève depuis le lundi 23 septembre 2019 et ce jusqu'au mardi 1er octobre. Ils fermeront leurs portes tous les après-midi.

Les laboratoiresdebiologiemédicale sont appelés à fermer leurs portes tous les après-midi depuis lundi 23 septembre 2019 et jusqu'au mardi 1er octobre. Un mouvement de grève national, pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévus pour le secteur en 2020, ont annoncé ce mardi 24 septembre l'ensemble des syndicats de biologistes.

En Mayenne, « deux laboratoires totalisent huit sites sur tout le département, précise Anthony Mouchère, représentant du syndicat des biologistes pour les Pays de la Loire. Ces huit sites participent au mouvement et sont fermés, tous les après-midi, jusqu'au 1er octobre ».

Suivre ce plan d'économies reviendrait à fermer des sites

La grève que mènent les laboratoires d'analyses vise donc à assurer, in fine, une bonne prise en charge des patients, poursuit-il. « Aujourd'hui en Mayenne, toute la population est à moins de trente minutes en moyenne d'un site ouvert au public. En suivant la logique de rationalisation voulue par ce plan d'économie, nous serons capables de nous réorganiser, mais au prix de la fermeture de certains sites. »

Au risque que les pathologies de certains malades soient moins suivies, donc moins bien traitées. « Et suivre un malade à un stade plus avancé coûte plus cher à l'arrivée », déplore le représentant.

Durant cette grève, ce sont les structures hospitalières, « déjà surchargées » qui devront le cas échéant remplir le rôle des laboratoires d'analyses.

Le laboratoiredebiologiemédicale, situé avenue Robert-Buron à Laval (en Mayenne), participe au mouvement de grève.

Ouest-France

Les laboratoires d'analyses sont en grève

Les laboratoires d'analyses médicales de la Mayenne se sont mis en grève depuis lundi et ce jusqu'au mardi 1 er octobre.

La mobilisation

Les laboratoires de biologie médicale sont appelés à fermer leurs portes tous les après-midi depuis lundi et jusqu'au mardi 1 er octobre.

Un mouvement de grève nationale, pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévus pour le secteur en 2020, ont annoncé ce mardi l'ensemble des syndicats de biologistes.

En Mayenne, « **deux laboratoires totalisent huit sites sur tout le département**, précise Anthony Mouchère, représentant du syndicat des biologistes pour les Pays de la Loire. **Ces huit sites participent au mouvement et sont fermés, tous les après-midi, jusqu'au 1 er octobre.** »

La grève que mènent les laboratoires d'analyses vise donc à assurer, *in fine*, une bonne prise en charge des patients, poursuit-il. « **Aujourd'hui en Mayenne, toute la population est à moins de trente minutes en moyenne d'un site ouvert au public. En suivant la logique de rationalisation voulue par ce plan d'économie, nous serons capables de nous réorganiser, mais au prix**

de la fermeture de certains sites. »

Au risque que les pathologies de certains malades soient moins suivies, donc moins bien traitées.

« **Et suivre un malade à un stade plus avancé coûte plus cher à l'arrivée** », déplore le représentant.

Durant cette grève, ce sont les structures hospitalières, « **déjà surchargées** » qui devront remplir le rôle des laboratoires d'analyses.



Le laboratoire de biologie médicale, situé avenue Robert-Buron à Laval, participe au mouvement de grève.

■



En grève, les officines de biologie médicale sont fermées tous les après-midi, jusqu'au 1er octobre

Les laboratoires en ont « ras le bûcher »

Ne vous étonnez pas de trouver porte close et téléphone sur répondeur dans votre laboratoire de biologie médicale le plus proche. Depuis lundi et jusqu'au mardi 1er octobre, la quasi-totalité des établissements auvergnats suivent le mouvement de grève nationale (*).
1 Que se passe-t-il ? Le régime de cette semaine, c'est porte close à la patientèle après 13 heures : plus de prélèvements ni de prises de sang. Les biologistes expliquent qu'ils continuent à assurer les missions de soins en cours. Une ligne dédiée permet aussi de communiquer avec les professionnels de santé. Mais pas avec les patients.

En cas d'urgences, ils sont orientés vers les laboratoires hospitaliers.
« La fermeture doit permettre au public de réaliser ce que cela représenterait si on était obligé de se réorganiser. Il faut comprendre que l'on va devoir réduire notre offre de soins pour ne pas fermer nos entreprises si elles ne sont plus rentables », explique Xavier Huc, biologiste, assurant aussi des fonctions de direction administrative et financière pour la société GenBio. Ses vingt-trois sites auvergnats suivent le mouvement, idem pour les quatorze sites des laboratoires

Synlab ou BioDomes. Et ainsi de suite.

2 Pourquoi ce mouvement ? Les grévistes, joints hier par téléphone, tentent de faire passer le désarroi d'une filière qui a le sentiment d'avoir fait de gros efforts financiers pour participer au plan de redressement de l'Assurance-maladie, mais qui arrive au bout de ce qu'on peut lui demander.

« On nous réclame de nouveaux efforts tarifaires (baisse de nomenclature des actes de biologie médicale). C'est l'objet d'une discussion prévue avec l'Assurance-maladie le 1er octobre. » Les biologistes espèrent que l'ampleur du mouvement pèsera.
« Ce qu'il faut comprendre, c'est que ça fait dix ans que l'on est en train de se restructurer. On se rend bien compte qu'il faut participer aux économies ! Mais tous les ans on a des baisses tarifaires de l'ordre de 3 % Si ça continue, la seule solution pour maintenir une rentabilité, ce sera d'évoluer sur l'offre de soins », explique Xavier Huc.

3 Quelles menaces pour l'offre de soins ? Les actes de biologie médicale interviennent dans presque 70 % des diagnostics. Or, les biologistes auvergnats soulignent le cas particulièrement difficile de leur

territoire, avec ses quelques villes « entourées d'un grand désert vert et une faible densité de population ». Xavier Huc estime qu'en l'absence d'accord, l'offre de soins devra être divisée, par exemple sur la collecte des prélèvements. En France, les laboratoires annoncent des conséquences lourdes pour les 500.000 patients qui franchissent chaque jour leurs portes. Fermeture de sites de proximité, kilomètres à parcourir le matin à jeun pour trouver un labo, délais pour les résultats, examens innovants qui ne seront pas réalisés, examens en urgence qui ne pourront plus être assurés

(*). À l'appel des syndicats des biologistes ; des jeunes biologistes médicaux ; des laboratoires de biologie clinique ; du Syndicat national des médecins biologistes et de l'Association pour le progrès de la biologie médicale.
Anne Bourges anne.bourges@centrefrance.com ■



En Mayenne. Les laboratoires d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre



Les **laboratoiresdebiologiemédicale** sont appelés à fermer leurs portes tous les après-midi depuis lundi 23 septembre 2019 et jusqu'au mardi 1^{er} octobre. Un mouvement de **grève** national, pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévus pour le secteur en 2020, ont annoncé ce mardi 24 septembre l'ensemble des syndicats de biologistes.

En Mayenne, « deux laboratoires totalisent huit sites sur tout le département, précise Anthony Mouchère, représentant du syndicat des biologistes pour les Pays de la Loire. Ces huit sites participent au mouvement et sont fermés, tous les après-midi, jusqu'au 1^{er} octobre. »

Suivre ce plan d'économies reviendrait à fermer des sites

La **grève** que mènent les laboratoires d'analyses vise donc à assurer, in fine, une bonne prise en charge des patients, poursuit-il. « Aujourd'hui en Mayenne, toute la population est à moins de trente minutes en moyenne d'un site ouvert au public. En suivant la logique de rationalisation voulue par ce plan d'économie, nous serons capables de nous réorganiser, mais au prix de la fermeture de certains sites. »

Au risque que les pathologies de certains malades soient moins suivies, donc moins bien traitées. « Et suivre un malade à un stade plus avancé coûte plus cher à l'arrivée », déplore le représentant.

Durant cette **grève**, ce sont les structures hospitalières, « déjà surchargées » qui devront remplir le rôle des laboratoires d'analyses.



P.-O. - Grève des labos privés de biologie médicale"perçus comme la variable d'ajustement économique"



"En terme d'innovation technique et vu le rôle du biologiste, la biologie est une vraie spécificité médicale. La preuve, après prescription d'une ordonnance, 70 % d'un diagnostic établi par un médecin repose sur les résultats des examens médicaux. C'est passionnant ! Mais en biologie, nous sommes soumis à des normes drastiques et à des pressions tarifaires. Nous sommes perçus comme la variable d'ajustement économique dans le secteur de la santé", résume Benoit Marnet, président de Biopole 66 s'exprimant au nom des laboratoires Biopole 66, Médilab et du Laboratoire du Centre.

Un trop-plein qui pousse la profession à se mettre en **grève** dans la France entière, à l'appel d'une intersyndicale, depuis ce lundi 23 septembre. Uniquement les après-midi dès 13 heures, et ce pendant une semaine.

Une prévision d'économies de 180 millions d'euros (soit 4,8 %) de la NABM (Nomenclature des Actes de **BiologieMédicale**) serait attendue sur les dépenses de **biologiemédicaleen** 2020, alors qu'elles ne représentent que 1,8 % des dépenses courantes de santé (voir L'Indépendant du 21 septembre).

0 % de dépenses autorisées

Pour "compenser l'enveloppe de l'augmentation du coût de la vie", l'Assurance maladie tend à faire augmenter de 2,5 % les dépenses globales autorisées pour les soins. "Mais pas pour les examens de biologie médicale, précise Benoit Marnet. L'évolution est de... 0 %. Pourtant les actes de biologie augmentent à mesure que la population française est vieillissante".

De plus, "la plupart des actes innovants ne figurent pas dans la nomenclature. Qui va les financer ?"

Un triptyque de conséquences, soit "une pression tarifaire notable", "la tentation de la mutualisation avec la concentration du secteur" et "l'accréditation à la norme internationale ISO 15189 toujours plus exigeante", arriverait à la chaîne. Les sites de proximité seraient alors reconsidérés, les salariés impactés et la qualité du service rendu aux patients amoindrie en cas "d'industrialisation poussée."

"Nous sommes arrivés au bout du processus de consolidation", regrette Benoit Marnet. C'est pourquoi, il est prévu une reprise des négociations entre les quatre syndicats représentatifs des **biologistesmédicaux** libéraux et la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) le 1^{er} octobre.

Pour signer la pétition, vous pouvez vous rendre dans le laboratoire le plus proche ou consulter www.mesopinions.com en cliquant [ici](#).



Le Fil Actu - SNCF, RATP, Hôpitaux, Finances Publique, Education Nationale.... Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France aujourd'hui



11h17: SUD-Rail annonce avoir "décidé de rejoindre le mouvement de **grève** unitaire de la RATP le 5 décembre" (BFMTV). Ils rejoignent ainsi cinq syndicats de la RATP, dont deux organisations représentatives, l'Unsa et la CFE-CGC.

10h46: Le point ce matin :

Après les avocats, les médecins, les pilotes, les infirmières, la RATP ou encore Force ouvrière, c'est au tour de la CGT de défilé mardi dans toute la France contre la future réforme des retraites, avec un mouvement de **grève** qui provoque des perturbations sur le réseau ferroviaire.

Solidaires, la FSU et l'Unsa-Ferroviaire se sont joints à cet appel à manifester lancé mi-juillet en solo par la CGT au moment de la remise du rapport du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye, devenu depuis membre du gouvernement.

Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France, sous un mot d'ordre large, commun aux dernières mobilisations : «Emploi, salaires, services publics, retraites : stoppons la régression sociale !».

A Paris, la manifestation aura lieu dans l'après-midi entre la place de la République et celle de la Nation, avec le renfort des organisations de jeunesse l'Unef et l'UNL. FO a réuni de son côté plusieurs milliers de personnes samedi.

Conséquence d'un appel à la **grève** de la CGT-Cheminots et de SUD-Rail, le trafic était perturbé mardi matin à la SNCF, qui avait prévu la circulation de presque tous les TGV mais de seulement deux trains Intercités sur cinq, trois TER sur cinq et un Transilien sur deux en moyenne.

Les Franciliens ont donc davantage pris leur voiture : le site Sytadin faisait état d'un trafic «exceptionnel» en Île-de-France peu après 9H, avec 460 km de bouchons.

«On fait une première mobilisation, il y en aura d'autres», a promis la semaine dernière Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT. Comme on lui demandait si l'exécutif temporisait, M.

Martinez s'est exclamé : «Ah ça, ils ont la trouille !».

Le gouvernement prévoit de faire voter le projet de loi qui définira le nouveau système universel d'ici juillet 2020, après une nouvelle concertation citoyenne. La réforme prévoit de fusionner en un système unique par points les 42 régimes existants, à l'horizon 2025.

Emmanuel Macron participera jeudi à Rodez à un débat sur ce thème, avec 500 lecteurs du groupe de presse La Dépêche.

Réélu secrétaire général de la CGT en mai, Philippe Martinez s'est récemment ému de ne pas être reçu par le chef de l'Etat, contrairement à d'autres organisations comme la CFDT et l'Unsa. Mais il a depuis «reçu un mail» et un rendez-vous est dans les tuyaux, a-t-il fait savoir.

Début septembre, il reconnaissait néanmoins qu'il lui serait «complicé d'avoir une influence» sur cette réforme et avait prévenu qu'il n'aimait «pas perdre (son) temps», à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Édouard Philippe.

Le problème reste selon lui le même : «L'objectif du gouvernement, c'est faire des économies et nous faire travailler plus longtemps». Et le débat qu'il a eu avec le haut-commissaire lors de la fête de l'Huma - ce dernier a écopé de quelques huées - ne l'a pas fait changer d'avis.

Démineur en chef de la réforme, l'ancien médiateur de la République et ancien chiraquien Jean-Paul Delevoye a promis qu'il y aurait des «simulateurs individuels entre 2020 et 2025» pour que chacun puisse évaluer les effets de la réforme.

Les syndicats de la RATP, qui ont réussi un mouvement de **grève** massif le 13 septembre, comme il n'y en avait pas eu depuis 2007, se préparent eux pour une nouvelle mobilisation à partir du 5 décembre.

Dans un entretien publié mardi par Le Parisien, le secrétaire d'Etat aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, confirme qu'il rencontrera prochainement les cheminots, agents RATP et pilotes avec Jean-Paul Delevoye, en reconnaissant qu'«il faudra tenir compte des contraintes de chaque profession quand il y a de la pénibilité et de la dangerosité».

«Nous écrivons ensemble cette réforme des retraites dans les transports», promet-il.

10h00: A 8h04 Sytadin a recensé 430 km de bouchons en Ile-de-France. Le cumul de bouchons est grimpé à plus de 475 km peu avant 9 heures.

09h30: Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France mardi, sous un mot d'ordre large, commun aux dernières mobilisations : «Emploi, salaires, services publics, retraites : stoppons la régression sociale !».

09h25: Après les avocats, les médecins, les pilotes, les infirmières, la RATP ou encore Force Ouvrière, c'est au tour de la CGT de défiler mardi dans toute la France contre la future réforme des retraites, pour laquelle le gouvernement prend désormais son temps.

Solidaires, la FSU et l'Unsa-Ferroviaire se sont joints à cet appel à manifester lancé mi-juillet en solo par la CGT au moment de la remise du rapport du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye, devenu depuis membre du gouvernement.

A Paris, la manifestation se tiendra entre la place de la République et celle de la Nation, avec le renfort des organisations de jeunesse l'Unef et l'UNL. Aussi opposée à la réforme, Force ouvrière a réuni de son côté plusieurs milliers de personnes samedi.

«On fait une première mobilisation, il y en aura d'autres», a promis la semaine dernière Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT. Comme on lui demandait si l'exécutif temporisait, M. Martinez s'est exclamé : «Ah ça, ils ont la trouille !»

Emmanuel Macron a récemment expliqué qu'il faudrait «faire des choix. Nous aurons des discussions sur les professions pour qui il y a des régimes spéciaux», mais «peut-être faudra-t-il plus de temps. Il ne faut rien fermer, ne rien fermer trop tôt».

Le gouvernement prévoit de faire voter le projet de loi qui définira le nouveau système universel d'ici juillet 2020, après une nouvelle concertation citoyenne. La réforme prévoit de fusionner en

un système unique par points les 42 régimes existants, à l'horizon 2025.

Le président de la République participera jeudi à Rodez à un débat sur ce thème, avec 500 lecteurs du groupe de presse La Dépêche.

Réélu secrétaire général de la CGT en mai, Philippe Martinez s'est récemment ému de ne pas être reçu par le chef de l'Etat, contrairement à d'autres organisations comme la CFDT et l'Unsa. Mais il a depuis «reçu un mail» et un rendez-vous est dans les tuyaux, a-t-il fait savoir.

07h58: Dans le secteur de la santé, ce sont les personnels médicaux et non médicaux exerçant dans les hôpitaux, cliniques, maison de santé, de retraite, de cure, les officines pharmaceutique, les cabinets paramédicaux ainsi que les Ehpad, les service d'aides et de soins à la personne qui sont appelés à débrayer ce mardi 24 septembre, indique Solidaires Sud Santé Sociaux.

Une **grève** des **laboratoiresdebiologiemédicale** démarre de lundi 23 septembre et devrait se poursuivre jusqu'au 1er octobre. Les quatre syndicats de biologistes -SDB, SNMB, SLBC, SJBM- et l'Association pour le Progrès de la **BiologieMédicale** appellent les **laboratoiresdebiologie médicale** à faire **grève** partiellement en n'ouvrant que les matins du lundi 23 septembre au mardi 1er octobre 2019.

Ce mouvement national dénonce l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la **biologiemédicale** en France en 2020 sur les dépenses de **biologiemédicale**. "C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'additionner au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans", indique l'APBM.

05h23: La CGT, FSU, Solidaires, UNEF, et UNL appellent les salariés du public et du privé à la **grève** et à manifester dans la rue contre la politique économique et sociale du gouvernement.



Mobilisation contre la réforme des retraites

MOBILISATION - La CGT ralliée par plusieurs organisations syndicales a appelé à une journée de mobilisation ce mardi 24 septembre, contre la réforme des retraites. Voici tous les secteurs professionnels touchés par cette journée de **grève**.

La journée de ce mardi 24 septembre sera chargée sur le front de la mobilisation sociale contre la réforme des retraites. Plusieurs appels à la manifestation et à la **grève** ont été émis de la part des organisations syndicales de salariés CGT, Solidaires et FSU et des organisations de jeunesse Unef et UNL contre la réforme des retraites, les suppressions d'emploi, et pour la défense des services publics.

Voici ce qui vous attend ce mardi 24 septembre.

La journée s'annonce moins chamboulée que la précédente journée de mobilisation. La CGT-Cheminots et Sud-Rail ont appelé à la **grève**. L'Unsa ferroviaire a, pour sa part, appelé à manifester mais pas à cesser le travail. Du côté de la SNCF, le trafic TGV sera "peu perturbé", selon la SNCF. Pour les Intercités, en revanche, il n'y aura que deux trains sur cinq. Et seul un Intercité de nuit sur quatre circulera. Vous n'aurez que trois TER sur cinq et un Transilien sur deux circuleront en moyenne mardi 24 septembre, annonce la direction de la SNCF. Le trafic des trains internationaux sera "normal" pour les Eurostar, Thalys, Lyria et les liaisons France-Espagne, France-Allemagne et France-Italie. Le trafic TGV sera normal à l'exception des axes Atlantique et Nord où il vous faudra compter quatre trains sur cinq.

En région parisienne, le RER A connaîtra un service normal mais la partie nord du RER B à partir de Gare du Nord, gérée par la SNCF, sera touchée avec deux trains sur cinq qui circuleront. En conséquence, un peu plus de deux trains sur trois circuleront sur la portion gérée par la RATP. La ligne C du RER sera également touchée par la **grève** (un train sur deux), tout comme la ligne D (deux trains sur cinq et aucune circulation entre Châtelet et Gare de Lyon) et la E (deux trains sur cinq).

Si 50% des Transiliens circuleront en moyenne, la ligne R vers Montreuil et Montargis sera particulièrement affectée avec un train sur quatre qui roulera.

En province, dans certaines villes, comme Rennes, Nice ou encore Clermont-Ferrand, le trafic sera perturbé sur les réseaux de bus ou encore de trams, suivant les villes. Renseignez-vous au préalable avant de prendre les transports.

Toujours dans le cadre de l'appel de la CGT et Solidaires, la fonction publique est aussi concernée par cet appel à la **grève**. Selon le tract de la fédération syndicale, sont appelés à faire **grève** ce mardi, "tous les agents de la Fonction publique territoriale et les salariés relevant de la partie privée", entreprises de l'eau, de l'assainissement et de la thanatologie, et le secteur privé du logement social.

Plusieurs fédérations syndicales appellent également les enseignants à faire **grève**, ce mardi 24 septembre. Un mouvement qui répond à l'appel de la CGT rallié par Solidaires Sud pour une journée de mobilisation, contre la réforme des retraites. Le personnel des crèches pourrait également se mobiliser. Ainsi, à Marseille par exemple, des perturbations sont à prévoir dans les crèches municipales (la liste des établissements concernés est à retrouver ici).

Dans le secteur de la santé, ce sont les personnels médicaux et non médicaux exerçant dans les hôpitaux, cliniques, maison de santé, de retraite, de cure, les officines pharmaceutique, les cabinets paramédicaux ainsi que les Ehpad, les services d'aides et de soins à la personne qui sont appelés à débrayer ce mardi 24 septembre, indique Solidaires Sud Santé Sociaux.

Par ailleurs, une **grève** des **laboratoiresdebiologiemédicale** démarre de lundi 23 septembre et devrait se poursuivre jusqu'au 1er octobre. Les quatre syndicats de biologistes -SDB, SNMB, SLBC, SJB et l'Association pour le Progrès de la **BiologieMédicale** appellent les **laboratoires debiologiemédicale** à faire **grève** partiellement en n'ouvrant que les matins du lundi 23 septembre

au mardi 1er octobre 2019.

Ce mouvement national dénonce l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la **biologiquement** France en 2020 sur les dépenses de **biologiquement**. "C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'ajouter au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans", indique l'APBM.



En grève, la majorité des laboratoires de biologie médicale d'Auvergne ferment à 13 heures jusqu'au 1er octobre

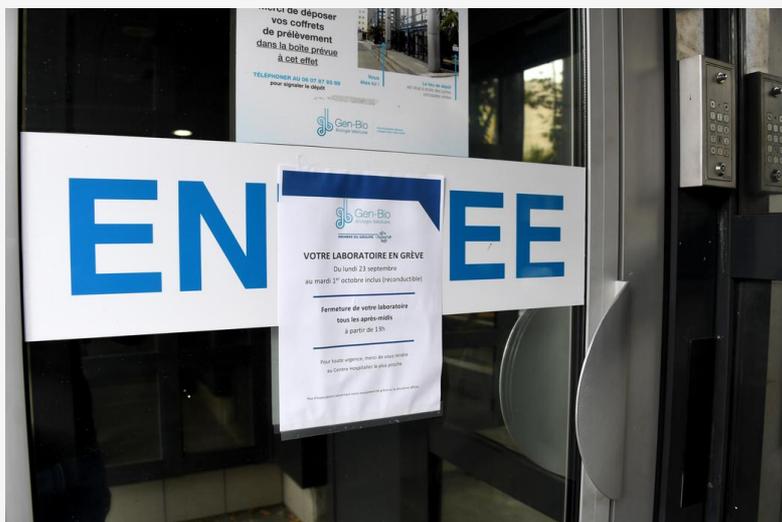


Ne vous étonnez pas de trouver porte close et téléphone sur répondeur dans votre **laboratoire de biologie médicale** le plus proche.

Depuis lundi, et jusqu'au mardi 1er octobre, la quasi-totalité des établissements auvergnats suivent le mouvement de **grève** national (*) pour protester contre les coupes budgétaires imposées par l'Assurance-maladie .

1- Qu'est-ce qui se passe pour le public?

Le régime de cette semaine, c'est porte close après 13 heures : plus de prélèvements, ni de prise de sang. Personne à qui parler.



Les biologistes expliquent qu'ils continuent à assurer les missions de soins en cours. Une ligne

dédiée permet aussi de communiquer avec les professionnels de santé. Mais pas avec les patients. En cas d'urgences, ils sont orientés vers les laboratoires hospitaliers.

« La fermeture doit permettre au public de réaliser ce que cela représenterait si on était obligés de se réorganiser. Il faut comprendre que l'on va en arriver à devoir réduire notre offre de soins pour ne pas fermer nos entreprises si elles ne sont plus rentables », explique Xavier Huc, biologiste, assurant aussi des fonctions de direction administrative et financière pour la société GenBio. Ses 23 sites auvergnats suivent le mouvement, idem pour les quatorze sites des laboratoires Synlab, ou BioDomes. Et ainsi de suite.

2 - Pourquoi ce mouvement??

Les grévistes, joints hier par téléphone, tentent de faire passer le désarroi d'une filière qui a le sentiment d'avoir fait de gros efforts financiers pour participer au plan de redressement de l'Assurance-maladie, mais qui arrive au bout de ce qu'on peut lui demander.

« On nous demande de nouveaux efforts tarifaires (baisse de nomenclature des actes de **biologies médicale**). C'est l'objet d'une discussion prévue avec l'Assurance-maladie le 1er octobre. » Les biologistes espèrent que l'ampleur du mouvement pèsera.

Ils ne sont pas d'accord avec... L'Assurance-maladie qui entend faire 170 millions d'euros d'économies sur le financement de la **biologiemédicale** France. Ils demandent à ce que leur soient alloués « des moyens financiers pérennes sur la base de la progression autorisée par l'Objectif national des dépenses d'assurance-maladie (ONDAM) afin de leur permettre de maintenir la même offre et qualité de soins ». Ils regrettent, en outre, un manque d'identification de leur filière pour des projets de prise en charge de la santé « qui permettraient d'améliorer l'offre de soins » en garantissant un équilibre de leur profession.

« Ce qu'il faut comprendre, c'est que ça fait dix ans que l'on est en train de se restructurer... On se rend bien compte qu'il faut participer aux économies?! Mais tous les ans on a des baisses tarifaires de l'ordre de 3 %... Si ça continue, la seule solution pour maintenir une rentabilité, ce sera d'évoluer sur l'offre de soins », explique Xavier Huc.

3 - Quelles menaces évoquent-ils pour l'offre de soins??

Les actes de **biologiemédicale** interviennent dans presque 70 % des diagnostics. Or les biologistes auvergnats soulignent le cas particulièrement difficile de leur territoire, avec ses quelques villes « entourées d'un grand désert vert et une faible densité de population ».

Le biologiste Xavier Huc estime qu'en l'absence d'accord, l'offre de soins devra être divisée, par exemple sur la collecte des prélèvements.

En France, les laboratoires annoncent des conséquences lourdes pour les 500.000 patients qui franchissent chaque jour leurs portes. Fermeture de sites de proximité, kilomètres à parcourir le matin à jeun pour trouver un labo, délais pour les résultats, examens innovants qui ne seront pas réalisés, examens en urgence qui ne pourront plus être assurés...

(*) À l'appel des : Syndicat des biologistes, Syndicat des jeunes **biologistes médicaux**, SLBC, SNMB et Association pour le progrès de la **biologiemédicale**.

Anne Bourges
anne.bourges@centrefrance.com



EN DIRECT - Réforme des retraites: A Paris, la manifestation a débuté à 14h depuis la place de la République en direction de la place de la Nation

14h32: La manifestation à Paris a débuté il y a quelques minutes depuis la place de la République

13h25: A Paris, la manifestation aura lieu dans l'après-midi entre la place de la République et celle de la Nation, avec le renfort des organisations de jeunesse l'Unef et l'UNL. FO a réuni de son côté plusieurs milliers de personnes samedi.

12h59: Des manifestations ont déjà eu lieu dans plusieurs villes de France

- Nice : Un millier de manifestants ont été comptabilisés dans cette ville

- Clermand-Ferrand : 1.000 selon la police, 1.500 selon la CGT

- Le Havre : 1.800 à battre le pavé, selon la police

- Rennes : 1.200 manifestants, selon une source policière

12h21: Conséquence d'un appel à la **grève** de la CGT-Cheminots et de SUD-Rail, le trafic était perturbé mardi matin à la SNCF, qui avait prévu la circulation de presque tous les TGV mais de seulement deux trains Intercités sur cinq, trois TER sur cinq et un Transilien sur deux en moyenne.

Les Franciliens ont donc davantage pris leur voiture: le site Sytadin faisait état d'un trafic «exceptionnel» en Île-de-France, avec un pic de plus de 475 km de bouchons atteint entre 8H et 9H.

11h17: SUD-Rail annonce avoir "décidé de rejoindre le mouvement de **grève** unitaire de la RATP le 5 décembre" (BFMTV). Ils rejoignent ainsi cinq syndicats de la RATP, dont deux organisations représentatives, l'Unsa et la CFE-CGC.

0h46: Le point ce matin

Après les avocats, les médecins, les pilotes, les infirmières, la RATP ou encore Force ouvrière, c'est au tour de la CGT de défiler mardi dans toute la France contre la future réforme des retraites, avec un mouvement de **grève** qui provoque des perturbations sur le réseau ferroviaire.

Solidaires, la FSU et l'Unsa-Ferroviaire se sont joints à cet appel à manifester lancé mi-juillet en solo par la CGT au moment de la remise du rapport du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye, devenu depuis membre du gouvernement.

Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France, sous un mot d'ordre large, commun aux dernières mobilisations: «Emploi, salaires, services publics, retraites: stoppons la régression sociale!».

A Paris, la manifestation aura lieu dans l'après-midi entre la place de la République et celle de la Nation, avec le renfort des organisations de jeunesse l'Unef et l'UNL. FO a réuni de son côté plusieurs milliers de personnes samedi.

Conséquence d'un appel à la **grève** de la CGT-Cheminots et de SUD-Rail, le trafic était perturbé mardi matin à la SNCF, qui avait prévu la circulation de presque tous les TGV mais de seulement deux trains Intercités sur cinq, trois TER sur cinq et un Transilien sur deux en moyenne.

Les Franciliens ont donc davantage pris leur voiture: le site Sytadin faisait état d'un trafic «exceptionnel» en Île-de-France peu après 9H, avec 460 km de bouchons.

«On fait une première mobilisation, il y en aura d'autres», a promis la semaine dernière Philippe

Martinez, le secrétaire général de la CGT. Comme on lui demandait si l'exécutif temporisait, M. Martinez s'est exclamé: «Ah ça, ils ont la trouille!».

Le gouvernement prévoit de faire voter le projet de loi qui définira le nouveau système universel d'ici juillet 2020, après une nouvelle concertation citoyenne. La réforme prévoit de fusionner en un système unique par points les 42 régimes existants, à l'horizon 2025.

Emmanuel Macron participera jeudi à Rodez à un débat sur ce thème, avec 500 lecteurs du groupe de presse La Dépêche.

Réélu secrétaire général de la CGT en mai, Philippe Martinez s'est récemment ému de ne pas être reçu par le chef de l'Etat, contrairement à d'autres organisations comme la CFDT et l'Unsa. Mais il a depuis «reçu un mail» et un rendez-vous est dans les tuyaux, a-t-il fait savoir.

- «Tenir compte des contraintes» de chaque profession -

Début septembre, il reconnaissait néanmoins qu'il lui serait «compliqué d'avoir une influence» sur cette réforme et avait prévenu qu'il n'aimait «pas perdre (son) temps», à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Édouard Philippe.

Le problème reste selon lui le même: «L'objectif du gouvernement, c'est faire des économies et nous faire travailler plus longtemps». Et le débat qu'il a eu avec le haut-commissaire lors de la fête de l'Huma - ce dernier a écopé de quelques huées - ne l'a pas fait changer d'avis.

Démineur en chef de la réforme, l'ancien médiateur de la République et ancien chiraquien Jean-Paul Delevoye a promis qu'il y aurait des «simulateurs individuels entre 2020 et 2025» pour que chacun puisse évaluer les effets de la réforme.

Les syndicats de la RATP, qui ont réussi un mouvement de **grève** massif le 13 septembre, comme il n'y en avait pas eu depuis 2007, se préparent eux pour une nouvelle mobilisation à partir du 5 décembre.

Dans un entretien publié mardi par Le Parisien, le secrétaire d'Etat aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, confirme qu'il rencontrera prochainement les cheminots, agents RATP et pilotes avec Jean-Paul Delevoye, en reconnaissant qu'«il faudra tenir compte des contraintes de chaque profession quand il y a de la pénibilité et de la dangerosité».

«Nous écrivons ensemble cette réforme des retraites dans les transports», promet-il.

10h00: A 8h04 Sytadin a recensé 430 km de bouchons en Ile-de-France. Le cumul de bouchons est grimé à plus de 475 km peu avant 9 heures.

09h30: Près de 150 mobilisations sont prévues un peu partout en France mardi, sous un mot d'ordre large, commun aux dernières mobilisations: «Emploi, salaires, services publics, retraites: stoppons la régression sociale!».

09h25: Après les avocats, les médecins, les pilotes, les infirmières, la RATP ou encore Force Ouvrière, c'est au tour de la CGT de défiler mardi dans toute la France contre la future réforme des retraites, pour laquelle le gouvernement prend désormais son temps.

Solidaires, la FSU et l'Unsa-Ferroviaire se sont joints à cet appel à manifester lancé mi-juillet en solo par la CGT au moment de la remise du rapport du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye, devenu depuis membre du gouvernement.

A Paris, la manifestation se tiendra entre la place de la République et celle de la Nation, avec le renfort des organisations de jeunesse l'Unef et l'UNL. Aussi opposée à la réforme, Force ouvrière a réuni de son côté plusieurs milliers de personnes samedi.

«On fait une première mobilisation, il y en aura d'autres», a promis la semaine dernière Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT. Comme on lui demandait si l'exécutif temporisait, M. Martinez s'est exclamé: «Ah ça, ils ont la trouille!»

Emmanuel Macron a récemment expliqué qu'il faudrait «faire des choix. Nous aurons des discussions sur les professions pour qui il y a des régimes spéciaux», mais «peut-être faudra-t-il plus de temps. Il ne faut rien fermer, ne rien fermer trop tôt».

Le gouvernement prévoit de faire voter le projet de loi qui définira le nouveau système universel d'ici juillet 2020, après une nouvelle concertation citoyenne. La réforme prévoit de fusionner en un système unique par points les 42 régimes existants, à l'horizon 2025.

Le président de la République participera jeudi à Rodez à un débat sur ce thème, avec 500 lecteurs du groupe de presse La Dépêche.

Réélu secrétaire général de la CGT en mai, Philippe Martinez s'est récemment ému de ne pas être reçu par le chef de l'Etat, contrairement à d'autres organisations comme la CFDT et l'Unsa. Mais il a depuis «reçu un mail» et un rendez-vous est dans les tuyaux, a-t-il fait savoir.

07h58: Dans le secteur de la santé, ce sont les personnels médicaux et non médicaux exerçant dans les hôpitaux, cliniques, maison de santé, de retraite, de cure, les officines pharmaceutique, les cabinets paramédicaux ainsi que les Ehpad, les service d'aides et de soins à la personne qui sont appelés à débrayer ce mardi 24 septembre, indique Solidaires Sud Santé Sociaux.

Une **grève** des **laboratoiresdebiologiemédicale** démarre de lundi 23 septembre et devrait se poursuivre jusqu'au 1er octobre. Les quatre syndicats de biologistes -SDB, SNMB, SLBC, SJBIM et l'Association pour le Progrès de la **BiologieMédicale** appellent les **laboratoiresdebiologie médicale** à faire **grève** partiellement en n'ouvrant que les matins du lundi 23 septembre au mardi 1er octobre 2019.

Ce mouvement national dénonce l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la **biologiemédicale** en France en 2020 sur les dépenses de **biologiemédicale**. "C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'additionner au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans", indique l'APBM.

05h23: La CGT, FSU, Solidaires, UNEF, et UNL appellent les salariés du public et du privé à la **grève** et à manifester dans la rue contre la politique économique et sociale du gouvernement. "Exigeons l'augmentation des salaires, des créations d'emplois dans les services publics pour répondre aux besoins de la population, la possibilité d'un départ à la retraite dès 60 ans", écrivent ces syndicats dans un communiqué commun.

"Urgence climatique, urgence sociale, même combat : c'est le cas de la lutte en cours contre la privatisation d'ADP, qui s'inscrit dans la défense des services publics. C'est le cas également de la mobilisation pour le 'train des primeurs' menacé de fermeture par le gouvernement", poursuivent-ils, avec l'intention de faire de ce mardi une "manifestation unitaire interprofessionnelle" qui "permettra d'unifier la colère sociale dans différents secteurs (SNCF, RATP, Hôpitaux, Finances Publique...)"

Un appel à la **grève** est lancé pour ce mardi 24 septembre, contre le projet de réforme des retraites.

Au niveau national, des fédérations syndicales (Sud, CGT) de l'Éducation Nationale appellent les enseignants à faire **grève**. Ce mouvement rejoint l'appel à la mobilisation nationale de la CGT contre la réforme des retraites qui va aussi toucher la SNCF et la RATP à Paris.

En raison d'un mouvement de **grève** interprofessionnel à l'initiative de la CGT contre la réforme des retraites et pour la défense des services publics, le trafic s'annonce perturbé ce mardi 24 septembre 2019, sur l'ensemble du réseau ferroviaire.

Les prévisions de trafic détaillées viennent d'être publiées:

Un trafic TGV "peu perturbé", deux trains Intercités sur cinq, trois TER sur cinq et un Transilien sur deux circuleront en moyenne mardi, jour d'appel à la **grève** contre le projet de réforme des retraites, a annoncé ce dimanche la direction de la SNCF. Le trafic des trains internationaux sera "normal" pour les Eurostar, Thalys, Lyria et les liaisons France-Espagne, France-Allemagne et France-Italie.

En Île-de-France :

- RER A : service normal
- RER B : 2 trains sur 5 (rupture d'interconnexion à Gare du Nord)



- RER C : 1 train sur 2
 - RER D : 2 trains sur 5 (aucune circulation entre Châtelet et Gare de Lyon)
 - RER E : 2 trains sur 5
 - Lignes H, J et N : 1 train sur 2
 - Lignes K, L et U : 3 trains sur 5
 - Ligne P : 1 train sur 3
 - Ligne R : 1 train sur 4
- Trafic TGV :
- Axe Est : service normal
 - Axe Atlantique : 4 trains sur 5 • Axe Sud-Est : service normal • Axe Nord : 4 trains sur 5
 - Intersecteurs : service normal
 - Ouigo : service normal
 - International : service normal
- Trafic régional :
- TER : 3 trains sur 5 en moyenne
- Trafic Intercités :
- Intercités de jour : 2 trains sur 5
 - Intercité de nuit : 1 train sur 4
 - Paris-Clermont-Ferrand : 3 trains sur 5
 - Paris-Nevers : 1 train sur 3
 - Paris-Limoges-Toulouse 1 : 3 trains sur 5
 - Bordeaux-Marseille : 1 train sur 2
 - Nantes-Bordeaux : 3 trains sur 5
 - Nantes-Lyon : 1 train sur 2
 - Clermont-Ferrand-Béziers : aucune circulation
 - Clermont-Ferrand-Lyon : aucune circulation
 - Caen-Le Mans-Tours : aucune circulation
 - Toulouse-Hendaye : aucune circulation
 - Paris-Rouen-Le Havre : 1 train sur 3
 - Paris-Caen-Cherbourg : 2 trains sur 3
 - Paris-Granville: 2 trains sur 5



« Nous sommes perçus comme la variable d'ajustement économique »

E, résume Benoit Marnet, président de Biopole 66 s'exprimant au nom des laboratoires Biopole 66, Médilab et du Laboratoire du Centre. Un trop-plein qui pousse la profession à se mettre en grève dans la France entière, à l'appel d'une intersyndicale, depuis ce lundi 23 septembre. Uniquement les après-midi dès 13 heures, et ce pendant une semaine. Une prévision d'économies de 180 millions d'euros (soit 4,8 %) de la NABM (Nomenclature des Actes de Biologie Médicale) serait attendue sur les dépenses de biologie médicale en 2020, alors qu'elles ne représentent que 1,8 % des dépenses courantes de santé. 0 % de dépenses autorisées Pour, l'Assurance maladie tend à faire augmenter de 2,5 % par an les dépenses globales autorisées pour les soins., précise Benoit Marnet. De plus, Un triptyque de conséquences, soit et arriverait à la chaîne. Les sites de proximité seraient alors reconsidérés, les salariés impactés et la qualité du service rendu aux patients amoindrie en cas, regrette Benoit Marnet. C'est pourquoi, il est prévu une reprise des négociations entre les quatre syndicats représentatifs des biologistes médicaux libéraux et la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) le 1er octobre. Laura Causanillas « Qui va financer les actes innovants ? » Benoit Marnet (Biopole 66, ci-dessous) et ses confrères tirent la sonnette d'alarme. Photos Nicolas Parent ■



- 18:01:53 Grève des laboratoires de biologie médicale contre la baisse des remboursements de l'Assurance maladie : 22 sur 26 sites de la Somme ouverts seulement le matin.
- 18:02:14



- 12:00:20 Il y a une grève des médecins biologistes des laboratoires d'analyses médicales pour protester contre la baisse d'une subvention du budget de la Sécurité sociale.
- 12:00:47 Reportage de Jeanne Dossé :
- 12:00:54 Interview de Robert.
- 12:01:14 Interview du président des laboratoires Novabio.
- 12:02:07



Besançon Les laboratoires d'analyses médicales en grève Les laboratoires d'analyses médicales sont fermés au public tous les après-midi jusqu'au 1er octobre. Date du début des négociations avec l'assurance maladie qui leur demande encore 180 millions



C'est une **grève** discrète. Un petit panneau sur la porte d'entrée pour indiquer que les labs d'analyses médicales sont fermés au public tous les après-midi jusqu'au 1er octobre. Il ne s'agit pas d'embêter la clientèle : l'essentiel des prises de sang a lieu le matin, mais de faire entendre des revendications.

« Pour faire encore les économies demandées, il faut soit réduire les horaires d'ouverture au public, soit fermer un centre de prélèvement »

Patrice Mougin directeur associé de CBM 25

Les labs victimes « d'asphyxie »

« Depuis 10 ans les économies demandées par la Sécurité sociale au secteur de la **biologie médicales'élèvent** à 1 milliard d'euros sur un montant annuel de remboursement de 3,7 milliards, soit 1,8 % des dépenses courantes de santé. Une nouvelle baisse de 180 millions est demandée pour 2020 ainsi qu'un plan d'économies sur la période 2020-2022 de l'ordre de 400 millions ». Et là, c'est trop, **grève** nationale des labs. A Besançon, CBM 25 et LPA, les deux laboratoires de la place tiennent le même discours. Et dénonce l'asphyxie dont ils sont victimes.

« Le secteur rural sera le plus touché »

« Pour faire encore les économies demandées, il faut soit réduire les horaires d'ouverture au public, soit fermer un centre de prélèvement », suggère Patrice Mougin directeur associé de CBM 25. Vincent Girardot, président de LPA confirme, « la restructuration a permis des économies d'échelle mais on ne peut pas aller plus loin. Et nous savons que s'il faut en arriver à ces extrémités c'est une fois encore le secteur rural qui sera le plus touché ».

Chaque année, la moitié de la population française se fait prescrire un examen de biologie, c'est dire que les laboratoires sont un élément essentiel dans le processus de soin et jouent un rôle dans les diagnostics, la prévention etc. Les labos estiment être arrivés à un point de rupture économique.

BESANÇONSANTÉ

Analyses médicales : fermé l'après-midi

Les laboratoires d'analyses médicales sont fermés au public tous les après-midi jusqu'au 1er octobre. Date du début des négociations avec l'assurance maladie qui leur demande encore 180 millions d'économie pour 2020. Impossible disent-ils sauf à fermer des établissements.

C'est une grève discrète. Un petit panneau sur la porte d'entrée pour indiquer que les labos d'analyses médicales sont fermés au public tous les après-midi jusqu'au 1er octobre. Il ne s'agit pas d'embêter la clientèle : l'essentiel des prises de sang a lieu le matin, mais de faire entendre des revendications.



Une grève assez discrète, l'essentiel des rendez-vous pour des prises de sang ont lieu le matin. Photo ER/Arnaud CASTAGNÉ

« Depuis 10 ans les économies demandées par la Sécurité sociale au secteur de la biologie médicale s'élèvent à 1 milliard d'euros sur un montant annuel de remboursement de 3,7 milliards, soit 1,8 % des dépenses courantes de santé. Une nouvelle baisse de 180 millions est demandée pour 2020 ainsi qu'un plan d'économies sur la période 2020-2022 de l'ordre de

400 millions ». Et là, c'est trop, grève nationale des labos, à Besançon, CBM 25 et LPA, les deux laboratoires de la place tiennent le même discours. Et dénoncent l'asphyxie dont ils sont victimes.

« Le secteur rural sera le plus touché »

« Pour faire encore les économies demandées, il faut soit réduire les horaires d'ouverture au public, soit fermer un centre de prélèvement », suggère Patrice Mougins directeur associé de CBM 25. Vincent Girardot, président de LPA confirme, « la restructuration a permis des économies d'échelle mais on ne peut pas aller plus loin. Et nous savons que s'il faut en arriver à ces extrémités c'est une fois encore le secteur rural qui sera le plus touché ».

Chaque année, la moitié de la population française se fait prescrire un examen de biologie, c'est dire que les laboratoires sont un élément essentiel dans le processus de soin et jouent un rôle dans les diagnostics, la prévention etc. Les labos estiment être arrivés à un point de rupture économique. ■



Les laboratoires d'analyses en grève

La Caisse nationale d'assurance maladie a une logique purement comptable », estime le Dr Quentin Goetgheluck, biologiste associé du Groupe Biopath laboratoires, installé notamment à Doullens (lire encadré). « On en est à la dixième année consécutive de baisse des tarifs d'analyses médicales. Or, les charges ne baissent pas. Les prix des réactifs nécessaires aux analyses augmentent de plus de 2% par an. Le chiffre d'affaires des laboratoires a baissé, depuis dix ans, de -2% à -5% par an. » Depuis lundi, les laboratoires d'analyses médicales, à l'appel de tous les syndicats de biologistes, observent une grève partielle et reconductible pour protester contre le projet de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), qui cherche 170 millions d'euros d'économies, en 2020 et au plan national, sur les dépenses de biologie médicale.

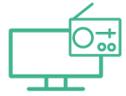
« En baissant continuellement le prix, on risque de sacrifier la proximité »

« Nous ne sommes pas opposés à une pondération des prescriptions d'analyses », continue le Dr Goetgheluck. « Il est logique de regarder, par exemple, si des analyses sont vraiment utiles pour un patient. Mais en baissant continuellement le prix, on risque de sacrifier la proximité ». Face à cette baisse continue des tarifs, le laboratoire du Dr Goetgheluck a créé le Laboratoire régional de

biologie médicale (LRBM), avec la mutualisation des laboratoires d'Abbeville, Nouvion et Saint-Valery-sur-Somme, puis une fusion avec le groupe Biopath laboratoires. « Les coûts de production élevés sont mutualisés : les analyses coûteuses sont réalisées à Abbeville. À Nouvion et Saint-Valery, nous n'avons pas remplacé les machines qui nous permettent de réaliser ces analyses. Si la baisse des tarifs continue, serons-nous obligés de mutualiser aussi les analyses de routine? », demande Quentin Goetgheluck. « À force de mutualiser pour contrer la baisse des tarifs, on va perdre en proximité », conclut le biologiste. « Nous ramassons chaque jour les prélèvements faits par des infirmières à domicile, dans 36 pharmacies du secteur. On nous dit qu'on veut lutter contre les déserts médicaux mais sans ce service des laboratoires, qui prendra le relais dans les campagnes? » DENIS DESBLEDS ■



- 12:48:04 Grève dans les laboratoires d'analyse. Les syndicats de biologistes dénoncent les nouvelles coupes budgétaires qui sont voulue par l'Assurance maladie.
- 12:48:25 Reportage à Martigues de Stéphanie Rouquié.
- 12:48:55 Interview
- 12:48:55 Interview Gisèle Gay, biologiste médicale.
- 12:49:43



- 19:33:38 La rentrée sociale se poursuit cette semaine entre la grève des cheminots qui démarre dès ce lundi soir 20h, la grève des laboratoires d'analyses médicales les après-midis et la mobilisation es élèves infirmiers.
- 19:33:53 Reportage de Dominique Parmentier, à Bordeaux. Les étudiants infirmiers protestent contre leurs difficultés financières devant l'hôtel du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine qui finance leurs formations.
- 19:34:14 Interview de Franck Aldan, étudiant IFSI Bagatelle - FNESI. Propos sur le coût des frais annexes étudiants.
- 19:35:14 La quasi-totalité des laboratoires de biologie médicale sont aussi en grève en Gironde et en Nouvelle-Aquitaine. Ils protestent contre le plan d'économies pour le secteur dans le cadre de la réforme de l'Assurance maladie.
- 19:35:34 Interview de Philippe Martin, docteur au Biolab 33 à Saint-Médard-en-Jalles et membre du Syndicat des Biologistes.
- 19:36:04 La grève des cheminots débute ce lundi soir à l'appel de la CGT et Sud Rail pour protester contre la réforme des retraites et des régimes spéciaux.
- 19:36:21 Les prévisions pour les TGV, TER et Intercités.
- 19:36:32



- 18:47:33 Les laboratoires d'analyse médicale d'Indre-et-Loire sont en grève tous les après-midis pour protester contre une baisse du financement de la biologie médicale en France.
- 18:48:08

LABM Les raisons d'une grève

Pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévus par l'assurance-maladie en 2020, les laboratoires de biologie médicale ferment leurs portes tous les après-midi à partir d'aujourd'hui. Dès 13 heures, les « *patients urgents seront redirigés vers l'hôpital* », comme l'a précisé l'un des représentants des syndicats à l'initiative de cette « *fermeture symbolique* » qui doit durer jusqu'au 1^{er} octobre. Alors que les laboratoires ont subi « *un milliard d'euros de baisse cumulée depuis 10 ans* », de nouvelles restrictions mettraient en danger l'existence de 200 sociétés d'exercice libéral de biologistes, sur un total de 452, selon les calculs des syndicats. Si les négociations prévues début octobre avec l'assurance-maladie venaient à échouer, « *plusieurs semaines de fermeture totale* » pourraient être décidées « *au mois de décembre* », avertissent les représentants de la profession.



LABORATOIRES

Les laboratoires de biologie médicale sont appelés à la grève tous les après-midi jusqu'au 1^{er} octobre par l'ensemble de leurs syndicats pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévues dans le secteur en 2020.



Les laboratoires médicaux en grève jusqu'au 1er octobre



Selon les syndicats, la moitié des postes de biologistes médicaux sont menacés. Une situation qui ne peut plus durer pour les professionnels du secteur qui ont décidé de se mettre en grève jusqu'au 1er octobre pour protester contre les coupes budgétaires.

En jeu, un service de proximité qui pourrait bien impacter les patients.



Grève des laboratoires de biologie médicale : une douzaine de sites dans l'Indre

Powered by Novactive

Titre Illustration Principale Les biologistes dénoncent l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros de leur financement.

Les laboratoires appellent à une **grève** jusqu'au 1er octobre.

Chapô

C'est un rapport sur les charges et produits de l'assurance-maladie datant de fin juin qui a mis le feu au poudre. Dans ce document, l'organisme de santé indique prévoir 170 millions d'euros d'économie en 2020 sur les dépenses de **biologie médicale**. « Soit presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'ajouter au milliard de baisse cumulée depuis dix ans. Un montant totalement déconnecté de tout réalisme médico-économique », dénoncent dans un communiqué commun les quatre syndicats de biologistes (SDB, SNMB, SLBC et SJBM) et l'Association pour le progrès de la biologie médicale.

« Au bout de ce qu'on peut faire... » La **biologie médicale** en France est une composante importante du système de santé et de l'organisation des soins. Elle concourt à 70 % des diagnostics médicaux, au dépistage, à l'évaluation des risques, au suivi des patients. Elle est réalisée à plus de 60 % dans le domaine privé, un pourcentage important comparé à d'autres pays où le domaine public en prend une plus grande partie en charge.

D'après les syndicats, les économies annoncées impacteraient considérablement les 452 sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes puisqu'environ deux cents d'entre elles seraient touchées de plein fouet et susceptibles de fermer, partiellement ou totalement.

« Tout le monde est concerné, lance d'ailleurs Michel Traboulsy, **biologiste médical** au laboratoire ABO + de Châteauroux, l'une des trois sociétés (avec Lescaroux et Bio Médi Qual Centre), qui possèdent la douzaine de sites du département (1). On est arrivé au bout de ce qu'on peut faire : on a rationalisé tout ce qui pouvait l'être, on a regroupé des plateaux techniques, fait des efforts pour les accréditations des examens médicaux... » Mais la population vieillit, le nombre d'analyses augmente, et la profession attire moins, étirant les délais de rendu des résultats d'examens.

« Avant, on les rendait le soir même au maximum ; maintenant, on en arrive à trois-quatre jours de délais, déplore Michel Traboulsy. On va vers une industrialisation de notre profession, avec des examens qui vont partir on ne sait où... »

L'assurance-maladie ayant maintenu sa position lors d'une réunion, le 11 septembre, les **laboratoires de biologie médicale** appellent donc à une fermeture de leurs services, tous les après-midi depuis hier et au moins jusqu'au 1er octobre, date à laquelle est prévu un second rendez-vous de conciliation (2). Durant cette période, les urgences biologiques ne seront pas assurées. Les 500.000 patients quotidiens des biologistes patienteront.

(1) Pour un nombre d'emplois total compris « entre deux cents et deux cent cinquante ». (2) Contactée, la Caisse primaire d'Assurance-maladie de l'Indre n'a pas répondu à nos sollicitations.

Texte

https://images.lanouvellerepublique.fr/image/upload/t_1020w/5d89697c03e2dc6b0d8b46c7.jpg



Grèves contre la réforme des retraites : ce qui vous attend mardi 24 septembre

wrapper.innerHTML = content.replace(/escaped-script/g, 'script'); La réforme des retraites, dossier explosif pour l'exécutif

MOBILISATION – La CGT ralliée par plusieurs organisations syndicales a appelé à une journée de mobilisation ce mardi 24 septembre, contre la réforme des retraites. Voici tous les secteurs professionnels touchés par cette journée de **grève**.

La journée de ce mardi 24 septembre sera chargée sur le front de la mobilisation sociale contre la réforme des retraites. Plusieurs appels à la manifestation et à la **grève** ont été émis de la part des organisations syndicales de salariés CGT, Solidaires et FSU et des organisations de jeunesse Unef et UNL contre la réforme des retraites, les suppressions d'emploi, et pour la défense des services publics.

Lire aussi

La journée s'annonce moins chamboulée que la précédente journée de mobilisation. La CGT-Cheminots et Sud-Rail ont appelé à la **grève**. L'Unsa ferroviaire a, pour sa part, appelé à manifester mais pas à cesser le travail. Du côté de la SNCF, le trafic TGV sera "peu perturbé", selon la SNCF. Pour les Intercités, en revanche, il n'y aura que deux trains sur cinq. Et seul un Intercité de nuit sur quatre circulera. Vous n'aurez que trois TER sur cinq et un Transilien sur deux circuleront en moyenne mardi 24 septembre, annonce la direction de la SNCF. Le trafic des trains internationaux sera "normal" pour les Eurostar, Thalys, Lyria et les liaisons France-Espagne, France-Allemagne et France-Italie. Le trafic TGV sera normal à l'exception des axes Atlantique et Nord où il vous faudra compter quatre trains sur cinq.

Voir aussi

En région parisienne, le RER A connaîtra un service normal mais la partie nord du RER B à partir de Gare du Nord, gérée par la SNCF, sera touchée avec deux trains sur cinq qui circuleront. En conséquence, un peu plus de deux trains sur trois circuleront sur la portion gérée par la RATP. La ligne C du RER sera également touchée par la **grève** (un train sur deux), tout comme la ligne D (deux trains sur cinq et aucune circulation entre Châtelet et Gare de Lyon) et la E (deux trains sur cinq).

Si 50% des Transiliens circuleront en moyenne, la ligne R vers Montereau et Montargis sera particulièrement affectée avec un train sur quatre qui roulera.

En province, dans certaines villes, comme Rennes, Nice ou encore Clermont-Ferrand, le trafic sera perturbé sur les réseaux de bus ou encore de trams, suivant les villes. Renseignez-vous au préalable avant de prendre les transports.

Voir aussi

, sont appelés à faire **grève** ce mardi, "tous les agents de la Fonction publique territoriale et les salariés relevant de la partie privée", entreprises de l'eau, de l'assainissement et de la thanatologie, et le secteur privé du logement social.

Plusieurs fédérations syndicales appellent également les enseignants à faire **grève**, ce mardi 24 septembre. Un mouvement qui répond à l'appel de la CGT rallié par Solidaires Sud pour une journée de mobilisation, contre la réforme des retraites. Le personnel des crèches pourrait également se mobiliser. Ainsi, à Marseille par exemple, des perturbations sont à prévoir dans les crèches municipales (la liste des établissements concernés est à retrouver ici).

Dans le secteur de la santé, ce sont les personnels médicaux et non médicaux exerçant dans les hôpitaux, cliniques, maison de santé, de retraite, de cure, les officines pharmaceutique, les cabinets paramédicaux ainsi que les Ehpad, les service d'aides et de soins à la personne qui sont

appelés à débrayer ce mardi 24 septembre, indique Solidaires Sud Santé Sociaux.

Par ailleurs, une **grève** des **laboratoiresdebiologiemédicale** démarre de lundi 23 septembre et devrait se poursuivre jusqu'au 1er octobre. Les quatre syndicats de biologistes -SDB, SNMB, SLBC, SJB et l'Association pour le Progrès de la **BiologieMédicale** appellent les **laboratoires debiologiemédicale** à faire **grève** partiellement en n'ouvrant que les matins du lundi 23 septembre au mardi 1er octobre 2019. Ce mouvement national dénonce l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la **biologiemédicale** en France en 2020 sur les dépenses de **biologiemédicale**. "C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'ajouter au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans", indique l'APBM.

Grève à la RATP : "Trouver un taxi va être hyper dur, avoir un VTC hyper cher"

Grève à la RATP : "le service minimum n'est pas le sujet, le sujet, c'est les retraites", affirme Jean-Baptiste Djebbari

EN DIRECT – **Grève** à la RATP : les prévisions de trafic pour la fin de soirée

"LA RATP, c'est vraiment Rentre Avec Tes Pieds" : récit d'un vendredi noir avec ou (surtout) sans métro

Elisabeth Charrier : "Ce n'est pas madame Borne que nous souhaitons rencontrer mais le Premier ministre"

Hôpital : les médecins rejoignent le mouvement de **grèves** aux urgences, 233 services concernés
239 services d'urgences en **grève** : votre hôpital est-il concerné ? Consultez la carte

Emmanuel Macron répond à Greta Thunberg : "On a besoin d'une jeunesse qui nous aide"

06:08

Des agriculteurs allument des "feux de la colère" pour exprimer leur mal-être

06:00

Grève à la SNCF : les prévisions de trafic pour ce mardi 24 septembre

03:22

Harcèlement sexuel : Patrick Bruel visé par deux nouvelles accusations

02:15

Trump le clame haut et fort : il mérite le Nobel de la paix

Tout le fil info

Procès des perquisitions de la France insoumise

Coupe du monde de rugby 2019 au Japon

Guerre des nerfs entre l'Iran et les Etats-Unis

La réforme des retraites, dossier explosif pour l'exécutif

L'affaire Richard Ferrand

Tous les sujets



Des biologistes en grève, des laboratoires perturbés

Nathalie Dinane

Les biologistes sont en grève depuis hier. Ils dénoncent la baisse de l'enveloppe de **biologie médicale** par la caisse d'assurance maladie. Certains laboratoires sont fermés.

Si vous devez vous rendre dans un des 24 laboratoires privés de Guadeloupe, appelez avant. Depuis hier, des biologistes adhérents au groupement Bio Pôle Antilles sont en grève, à l'instar de leurs collègues de l'Hexagone.

Ils dénoncent l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la **biologie médicale** par la caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM). « C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, qui s'additionne au milliard de baisse cumulée depuis

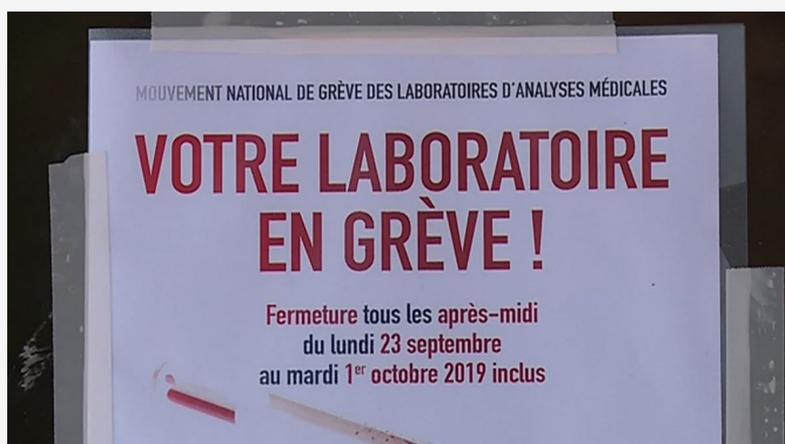
10 ans », précise Dr Frédéric Leroy, porte-parole du groupement Bio Pôle Antilles.

Jusque-là, des accords signés entre les deux parties limitaient les dépenses des actes de **biologie médicale** (les plus fréquents prescrits). L'accord triennal 2016/2019 arrive à son terme mais « l'assurance maladie a décidé de façon unilatérale de nous imposer cette baisse, insiste le Dr Leroy. Nous étions dans un processus de baisse de 2 à 3% chaque année. C'était discuté en concertation. » Cette baisse de 170 millions d'euros impactera considérablement les sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes. Il y en a trois en Guadeloupe. Elles regroupent plus d'une vingtaine de laboratoires. Ces biologistes craignent la fermeture pure et simple des laboratoires. Ils ne pourront plus faire face économiquement. « En plus des délais de remise de résultats qui seront allongés. Pas d'investissement en termes d'équipements innovants, etc. » Ils ne pourront plus compenser l'augmentation de leur charge de travail et de leurs coûts. La grève continue et risque de se durcir en fin d'année si les conditions financières imposées par la CNAM sont maintenues.

Nathalie DINANE



Perpignan : les laboratoires d'analyses médicales en grève les après-midis



A partir de 13 heures : c'est rideau.

Les biologistes sont en grève les après-midis. Et beaucoup de laboratoires d'analyses médicales sont donc fermés. Un mouvement suivi à 95%, notamment dans les Pyrénées-Orientales et qui va durer jusqu'au 1er octobre.

L'Assurance maladie leur demande de nouvelles économies : soit 430 millions d'euros sur les 3 prochaines années. Bref, une baisse des remboursements des tarifs des actes.

Trop, c'est trop pour les professionnels.

On a déjà économisé sur nos équipements, nous les avons regroupé en plateaux techniques, même chose pour les services supports au sein d'entités partagées. On a fait toutes les économies possibles de faire sans impacter le service et nos équipes. Et là, on nous demande encore plus" explique Jean-François Juan, biologiste.

En Pays catalan, dans l'un des 4 plateaux techniques des Pyrénées-Orientales, à Elne, plus de 600 échantillons sont analysés quotidiennement pour la bactériologie et ce 7 jours sur 7. Des échantillons qui arrivent de 32 laboratoires.

Si demain, les moyens devaient être encore réduits, les conséquences risquent d'impacter le territoire.

Si cette baisse des remboursements devenait effective, nous serions obligés de fermer des laboratoires, des sites pré et post opératoires" déplore Patrick Fabre, biologiste.

Une pétition est proposée au public pour soutenir ce mouvement de grève. La mobilisation est inédite pour cette profession qui préfère habituellement la discrétion.



Santé : les laboratoires d'analyses médicales en grève

Des laboratoires d'analyses médicales fermeront leurs portes lundi 23 septembre. Les personnels protestent contre les économies imposées par l'Assurance maladie. La Sécurité sociale va baisser le tarif des actes de laboratoire de 10%. Une décision qui passe mal auprès des professionnels en analyse médicale, en **grève** à partir du lundi 23 septembre. "

Nous avons rencontré la Caisse nationale d'assurance maladie en juin, laquelle nous a demandé de consentir à un effort supplémentaire de 170 millions d'euros. Cet effort vient à la suite de dix années de baisse de la tarification des actes de **biologiemédicale,ça** en est assez

", déplore le Dr Sofiane Benhabib, biologiste médical.

Une **grève** portée par quatre syndicats

Dorénavant, la prise de sang sera facturée 36 € au lieu de 40 € actuellement. "

Nos logiciels, toutes nos sondes, tous les contrôles qualité qu'on peut utiliser, on ne pourra pas les changer, peut-être prendre des moins performants, mais derrière cela va nous demander plus de travail

", détaille Pauline Marzolla, pharmacienne biologiste. Le mouvement de **grève** est porté par les quatre syndicats de la profession.



► 24 septembre 2019

Des biologistes en grève, des laboratoires perturbés

Si vous devez vous rendre dans un des 24 laboratoires privés de Guadeloupe, appelez avant. Depuis hier, des biologistes adhérents au groupement Bio Pôle Antilles sont en grève, à l'instar de leurs collègues de l'Hexagone. Ils dénoncent l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros du financement de la biologie médicale par la caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM). « C'est presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, qui s'additionne au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans », précise Dr Frédéric Leroy, porte-parole du groupement Bio Pôle Antilles.

Jusque-là, des accords signés entre les deux parties limitaient les dépenses des actes de biologie médicale (les plus fréquents prescrits). L'accord triennal 2016/2019 arrive à son terme mais « l'assurance maladie a décidé de façon unilatérale de nous imposer cette baisse, insiste le Dr Leroy. Nous étions dans un processus de baisse de 2 à 3% chaque année. C'était discuté en concertation. » Cette baisse de 170 millions d'euros impactera considérablement les sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes. Il y en a trois en Guadeloupe. Elles regroupent plus d'une vingtaine de laboratoires. Ces biologistes craignent la fermeture

pure et simple des laboratoires. Ils ne pourront plus faire face économiquement. « En plus des délais de remise de résultats qui seront allongés. Pas d'investissement en termes d'équipements innovants, etc. » Ils ne pourront plus compenser l'augmentation de leur charge de travail et de leurs coûts. La grève continue et risque de se durcir en fin d'année si les conditions financières imposées par la CNAM sont maintenues.

Nathalie DINANE ■



- 07:24:59 Grève dans les laboratoires d'analyses médicales, les biologistes sont mobilisés jusqu'au 1er octobre suite à la baisse de tarification imposée par l'Assurance maladie.
- 07:25:13 Citation Sécurité sociale.
- 07:25:18 Reportage Delphine Bez.
- 07:25:51 Interview Fabrice Ghisalberti, biologiste Laboratoire Biosanté.
- 07:27:10



Pourquoi les laboratoires d'analyse médicale sont en grève dès ce lundi



Attention si vous comptez vous rendre dans l'un des 4000 laboratoires d'analyse médicale présents un peu partout en France : ils sont en **grève** l'après-midi. Une "fermeture symbolique" en guise de protestation. C'est ce qu'ont décidé les **laboratoiresdebiologiemédicale**, dès ce lundi et jusqu'au 1er octobre.

LIRE AUSSI >> Assurance maladie: 2 milliards d'économie en 2019

Tous les jours à partir de 13 heures, les "patients urgents seront redirigés vers l'hôpital", indique Thierry Bouchet, le vice-président du Syndicat des laboratoires de biologie clinique (SLBC). Il s'agit pour ces "labos" de protester contre les économies drastiques imposées au secteur en 2020.

- Pourquoi ces mesures d'économie ?

À l'origine de leur colère, les 170 millions d'euros d'économies souhaités en 2020 par l'Assurance maladie - qui tablait initialement sur 180 millions d'euros mais a revu cet objectif à la baisse après une première réunion en septembre - soit près de deux fois plus qu'en 2019 (95 millions d'euros).

Selon les syndicats, cette "baisse de financement", qui s'additionne "au milliard de baisse cumulée depuis dix ans", mettrait "directement en danger l'existence de 200 sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes" sur un total de 452.

- Pourquoi les laboratoires sont "au bout" ?

"Depuis dix ans, les **biologistesmédicauxont** fait beaucoup d'efforts, notamment via la consolidation et l'accréditation pour faire face à la pression financière. Mais nous sommes arrivés au bout des possibilités de rationalisation" détaille Etienne Couelle, vice-président de l'Association pour le progrès de la **biologiemédicale(APBM)**.

Faire autant pour moins cher, telle est la requête de l'Assurance maladie, qui fait pression pour baisser les coûts. Les baisses de financement ont donc jusqu'à présent été "compensées partiellement par la hausse de la productivité et la restructuration" des laboratoires, mais "aujourd'hui on est au bout", fait valoir le Jean-Claude Azoulay, vice-président du Syndicat national de...Lire la suite sur L'Express.fr

Pourquoi les laboratoires d'analyse médicale sont en **grève** dès ce lundi

La fraude des faux numéros de Sécu évaluée entre 117 et 139 millions d'euros

Trafic de stups aux frais de la Sécu

Le déficit de la Sécu va replonger en 2019



Grève des labos : pour la prise de sang, c'est le matin

SANTÉ 100% de grévistes. Tous les laboratoires d'analyses médicales de Bordeaux ont répondu présents au mouvement de grève national. Motif? Économique et donc sanitaire

Grève des labos : pour la prise de sang, c'est le matin
SANTÉ

100% de grévistes. Tous les laboratoires d'analyses médicales de Bordeaux ont répondu présents au mouvement de grève national.

Motif? Économique et donc sanitaire
Isabelle Castéra

i. castera@sudouest.fr

Normalement, on attend sagement sur des chaises, alignés comme des sardines un peu pâlichonnes. Normalement, on n'a rien dans l'estomac et on attend la piqûre avec un petit nœud au ventre. Ce lundi matin, calme plat au laboratoire d'analyses de l'avenue Thiers à Bordeaux. « Bizarre d'ailleurs, en général, c'est plein, admet une secrétaire. Le mot d'ordre de l'annonce de la grève sans doute... Pourtant, on reste ouvert jusqu'à midi et demi. »

À l'entrée, placardée une affiche rappelle le fameux mot d'ordre de grève. Il est dit que le labo sera fermé tous les après-midis, à compter de ce lundi 23 septembre et ce, jusqu'au 1er octobre au moins. Le mouvement de grève est national, et l'ensemble des laboratoires d'analyses médicales de Bordeaux, de l'agglomération et de la Gironde a répondu.

170000 millions d'euros

« Les patients sont au courant, les syndicats des biologistes ont alerté les médecins généralistes et spécialistes. En dehors de quelques personnes qui voudront chercher des résultats, l'après-midi, personne ne devrait se casser le nez sur notre porte », signale-t-on au laboratoire de l'avenue Thiers. À l'origine de ce mouvement national de grève, il y a la baisse des tarifs annoncée par l'Assurance maladie. « Depuis cet été, nous savons que l'Assurance maladie veut diminuer de 170000 millions d'euros le financement de la biologie médicale dans le pays, annonce Philippe Martin, directeur de Biolab33, qui compte 14 laboratoires dans l'agglomération bordelaise. Cette annonce que nous avons contestée dès l'origine ne colle pas à la réalité de terrain. Depuis dix ans, nous sommes confrontés à des baisses tarifaires régulières. En ex-Aquitaine, il existait 200 sites de prélèvements pour 200 sites d'analyses. Aujourd'hui, il existe toujours 200 sites de prélèvements pour seulement 20 sites d'analyses. 180 laboratoires transmettent désormais leurs tubes à des plateaux techniques externalisés. À un rythme séquencé, toutes les deux ou trois heures, un véhicule transporte les

tubes à analyser d'un site de prélèvement à un site d'analyses, dans des conditions d'extrême encadrement en termes de traçabilité, de température, de sécurité. Ceci est la première conséquence de ces baisses tarifaires. » L'annonce de cette baisse tarifaire drastique a mis le feu aux poudres. Philippe Martin, membre du syndicat des biologistes de France est de ceux qui vont négocier en première ligne avec la CPAM. Selon lui, ce recul de l'engagement de l'Assurance maladie aura des conséquences directes sur la survie des laboratoires d'analyses médicales et la fin de la proximité.

Une quinzaine de laboratoires

« Illogique, nos tarifs baissent et le volume de notre activité grimpe, en raison de la démographie, du vieillissement de la population et du fait que la biologie progresse donc de nouveaux examens pertinents sont régulièrement créés. Les pouvoirs publics ne veulent pas financer cette croissance. Nous sommes contraints de fermer des sites sur des zones de déserts médicaux, les patients devront faire des kilomètres pour pratiquer leurs analyses, et dans un avenir proche, il faudra licencier. Pour les patients,



c'est une tuile, pour les urgences aussi... »
Bordeaux compte une quinzaine de laboratoires, il en existe 70 en tout dans l'agglomération et 100 en Gironde. Chaque jour en Gironde, 200 000 prélèvements sont analysés. Les laboratoires d'analyses médicales ont décidé de fermer jusqu'à la fin du mois, tous les jours mais seulement l'après-midi. A priori les prises de sang et examens se pratiquent le matin, au fond ça change quoi?
« Nous voulons démontrer la pertinence du maintien de l'ouverture toute la journée, assure Philippe Martin, membre du syndicat des biologistes de France. En effet, 85% des prélèvements sont

effectués le matin, à jeun ou pas d'ailleurs, et seulement 15% l'après-midi. Ce sont ces 15% qui posent problème, car ils correspondent à des urgences, des demandes rapides de diagnostic, lorsqu'il y a suspicion de maladie, d'infection sérieuse. Si les patients ne peuvent plus faire ces prélèvements chez nous, où iront-ils? Soient ils attendront et perdront peut-être un temps précieux, soit ils iront... aux urgences. Déjà surchargées. Si la pression tarifaire continue de baisser, nous serons contraints pour survivre de fermer tous les après-midis et c'est à l'encontre de nos missions. »
La prochaine réunion avec la Caisse

nationale d'assurance-maladie est prévue mardi 1er octobre.



Hier matin, avenue Thiers à Bordeaux, le laboratoire d'analyses médicales allait fermer à midi.

Pourquoi les laboratoires d'analyses médicales font-ils grève ?



C'est une nouvelle profession qui se met en grève dans le secteur de la santé. Après les infirmières et les médecins urgentistes, les biologistes lancent lundi 23 septembre un mouvement de grève. En conséquence, les laboratoires d'analyses médicales seront fermés tous les après-midi jusqu'au 1er octobre.

À l'origine de cette grève : la baisse des moyens financiers alloués au secteur, votée dans le cadre de la réforme de la Caisse nationale d'Assurance maladie (CNAM). "La CNAM a indiqué prévoir 170 millions d'euros d'économies en 2020 sur les dépenses de biologie médicale", dénoncent quatre syndicats de biologistes dans un communiqué commun.

Les biologistes médicaux craignent que cette diminution de budget mène à "la fermeture complète de sites de proximité, aujourd'hui à la limite de la rentabilité", mais aussi au licenciement de salariés et à une "perte de qualité des services de santé délivrés".

En cas de nouveau désaccord lors des prochaines négociations avec l'Assurance maladie, la grève pourrait être renouvelée d'ici décembre. En cas d'urgence, les biologistes conseillent de se rendre à l'hôpital.

La rédaction vous recommande

- Urgences de Strasbourg : un préavis de grève déposé après une agression
- Grève aux urgences : "On a un système de santé malade", dit le président de la FHF
- VIDÉO - Urgences : la crise dure, 217 services en grève

Lire la suite



Les laboratoiresdebiologiemédicale en grève jusqu'au 1er octobre

Les laboratoiresdebiologiemédicale de Sarreguemines participent au mouvement de **grève** lancé au niveau national. Ils fermeront leurs portes les après-midi jusqu'au 1er octobre pour protester contre la baisse des tarifs souhaitée par l'Assurance maladie. Les laboratoires d'analyses médicales sont en **grève** depuis ce lundi et jusqu'au 1er octobre. « Il s'agit d'un mouvement national qui concerne l'ensemble des laboratoiresdebiologiemédicale », précise Noël Dory, du laboratoire éponyme situé rue Pasteur à Sarreguemines. Les établissements fermeront leurs portes tous les après-midi et n'accueilleront de ce fait pas de public. En cas d'urgence, les patients sont invités à se rendre directement à l'hôpital. Alors que le gouvernement doit faire face à une vague de mécontentement massif, notamment en raison d'un projet de réforme des régimes de retraite, les laboratoires entrent à leur tour dans le mouvement. Quelles en sont les principales raisons ? « Le modèle français de biologiemédicale, tel qu'il existe aujourd'hui, est menacé. Depuis douze ans, les baisses annuelles des tarifs des examens de biologiemédicaleont permis à l'Assurance maladie d'économiser un milliard d'euros, alors que les examens de biologie représentent moins de 2 % des dépenses de santé », explique le biologiste, mécontent du fait qu'en 2020, l'Assurance maladie veuille encore imposer une diminution des tarifs de 5 %.

Baisse constante des tarifications

« Nous ne pouvons plus absorber une baisse supplémentaire aussi importante, sans être contraints de prendre des mesures qui toucheront directement l'offre de soin. » Depuis dix ans, pour faire face à ces baisses récurrentes de tarifs, la profession s'est organisée et restructurée de manière à réaliser les économies nécessaires, afin de conserver une biologie de proximité et de qualité. « La France est le seul pays au monde où tous les laboratoires sont accrédités », relève le professionnel dont la structure, avec le laboratoire De Runz, est désormais associée au groupe Biomer. Quant au laboratoire Des Faiencerries, il est lui rattaché au groupe Espace bio (Pax).

« Depuis quelques années, de nombreux laboratoires d'analyses de biologiemédicaleont rejoint des groupes, afin de mutualiser leurs moyens. Pour notre part, nous faisons encore les prises de sang et les prélèvements de sperme pour les PMA au centre-ville, mais toutes les analyses sont effectuées sur notre plateau technique situé à Hambach. Ce mouvement de **grève** a également pour objectif de sensibiliser le public, les élus et les professionnels de santé sur les conséquences d'une réduction de l'offre de soins liée à la politique de réduction de frais de santé imposée aux laboratoiresdebiologiemédicale. »

Les syndicats indiquent également qu'en cas d'échec des négociations avec l'Assurance maladie, une **grève** totale de plusieurs semaines pourrait être décidée d'ici décembre.

Claude DI GIACOMO



Dinan. Les laboratoires d'analyses médicales en grève cette semaine

Clémentine MERCIER.

Dinan. Les laboratoires d'analyses médicales en **grève** cette semaine. À l'appel national de quatre syndicats de biologistes, les laboratoires d'analyses de Dinan (Côtes-d'Armor) sont en **grève**, jusqu'au mardi 1er octobre. Ils dénoncent une baisse du financement de la **biologiemédicale** en France. Certains laboratoires pourraient fermer.

Les laboratoires du centre-ville de Dinan et de Quévert sont en **grève**. Jusqu'au mardi 1er octobre, les deux établissements ne sont ouverts que le matin. Ils répondent à l'appel à la mobilisation lancé par quatre syndicats de biologistes SDB, SNMB, SLBC et SJBM et l'Association pour le progrès de la **biologiemédicale**.

Ils dénoncent la ponction de 170 millions d'euros du financement de la **biologiemédicale** prévue en 2020. Cette décision pourrait avoir comme conséquences : la fermeture de plusieurs laboratoires, des délais plus longs pour le rendu des résultats, plus de kilomètres à parcourir pour trouver un centre d'analyses...

Le laboratoire d'analyses médicales de Dinan (photo) et celui de Quévert sont en **grève** cette semaine. Ils sont ouverts uniquement le matin.

Ouest-France

Les laboratoires d'analyses médicales en grève

Le laboratoire Broussais du centre-ville de Dinan et celui de Quévert sont en grève. Jusqu'au mardi 1 er octobre, les deux établissements ne sont ouverts que le matin. Ils répondent à l'appel à la mobilisation lancé par quatre syndicats de biologistes SDB, SNMB, SLBC et SJBM et l'Association pour le progrès de la biologie médicale.

Ils dénoncent la ponction de 170 millions d'euros du financement de la biologie médicale prévue en 2020.

Cette décision pourrait avoir comme conséquences : la fermeture de plusieurs laboratoires, des délais plus longs pour le rendu des résultats, plus de kilomètres à

parcourir pour trouver un centre d'analyses...



Le laboratoire d'analyses médicales de Dinan et celui de Quévert sont en grève cette semaine. Ils sont ouverts uniquement le matin.

Biologie médicale : laboratoires en grève

Les biologistes dénoncent l'annonce d'une baisse de 170 millions d'euros de leur financement. Les laboratoires appellent à une grève jusqu'au 1er octobre.

Jean-Sébastien Le Berre

C'est un rapport sur les charges et produits de l'assurance-maladie datant de fin juin qui a mis le feu au poudre. Dans ce document, l'organisme de santé indique prévoir 170 millions d'euros d'économie en 2020 sur les dépenses de biologie médicale. « Soit presque le double du montant de 95 millions d'euros qui avait été appliqué sur la période précédente, venant s'ajouter au milliard de baisse cumulée depuis dix ans. Un montant totalement déconnecté de tout réalisme médico-économique », dénoncent dans un communiqué commun les quatre syndicats de biologistes (SDB, SNMB, SLBC et SJBM) et l'Association pour le progrès de la biologie médicale.



Les biologistes travaillent avec cinq cent mille patients, chaque jour en France.

« Au bout de ce qu'on peut faire... »
La biologie médicale en France est

une composante importante du système de santé et de l'organisation des soins. Elle concourt à 70 % des diagnostics médicaux, au dépistage, à l'évaluation des risques, au suivi des patients. Elle est réalisée à plus de 60 % dans le domaine privé, un pourcentage important comparé à d'autres pays où le domaine public en prend une plus grande partie en charge. D'après les syndicats, les économies annoncées impacteraient considérablement les 452 sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes puisqu'environ deux cents d'entre elles seraient touchées de plein fouet et susceptibles de fermer, partiellement ou totalement. « Tout le monde est concerné, lance d'ailleurs Michel Traboulsy, biologiste médical au laboratoire ABO + de Châteauroux, l'une des trois sociétés (avec Lescaroux et Bio Médi Qual Centre), qui possèdent la douzaine de sites du département (1). On est arrivé au bout de ce qu'on peut faire : on a rationalisé tout ce qui pouvait l'être, on a regroupé des plateaux techniques, fait des efforts pour les accréditations des examens médicaux... » Mais la population vieillit, le nombre d'analyses augmente, et la profession attire moins, étirant les délais de rendu des résultats d'examens. « Avant, on les

rendait le soir même au maximum ; maintenant, on en arrive à trois-quatre jours de délais, déplore Michel Traboulsy. On va vers une industrialisation de notre profession, avec des examens qui vont partir on ne sait où... » L'assurance-maladie ayant maintenu sa position lors d'une réunion, le 11 septembre, les laboratoires de biologie médicale appellent donc à une fermeture de leurs services, tous les après-midi depuis hier et au moins jusqu'au 1er octobre, date à laquelle est prévu un second rendez-vous de conciliation (2). Durant cette période, les urgences biologiques ne seront pas assurées. Les 500.000 patients quotidiens des biologistes patienteront. (1) Pour un nombre d'emplois total compris « entre deux cents et deux cent cinquante ». (2) Contactée, la Caisse primaire d'Assurance-maladie de l'Indre n'a pas répondu à nos sollicitations. ■



Santé : les laboratoires d'analyses en grève partielle durant une semaine

Franceinfo Durée : 01:31 Il y a 15 heures ENVOYER PAR E-MAIL Un fauteuil qui restera vide tous les après-midi pendant une semaine. Plus aucun patient ne sera reçu dans un laboratoire d'analyses médicales de Marseille (Bouches-du-Rhône). Le personnel suit une grève nationale pour dénoncer les baisses de tarif imposées par l'Assurance maladie : 170 millions d'euros d'économie prévus pour le secteur en 2020. Les syndicats craignent des licenciements et des fermetures Pour un médecin biologiste, la baisse serait impossible à supporter pour les petits laboratoires. "Toutes les économies que l'on pouvait faire ont été faites. Les laboratoires sont pratiquement tous accrédités. On ne fait plus d'analyses ici, tout est restructuré. On a tout rassemblé pour faire des économies d'échelle", explique Pierre Hance, médecin-biologiste chez Labosud et membre du syndicat des biologistes. D'après les syndicats, les coupes budgétaires pourraient entraîner des licenciements, voire des fermetures de laboratoire. Également sur Franceinfo



Dinan. Les laboratoires d'analyses médicales en grève cette semaine (Ouest-France)

À l'appel national de quatre syndicats de biologistes, les laboratoires d'analyses de Dinan (Côtes-d'Armor) sont en **grève**, jusqu'au mardi 1er octobre. Ils dénoncent une baisse du financement de la **biologiemédicale** en France. Certains laboratoires pourraient fermer. Les laboratoires du centre-ville de Dinan et de Quévert sont en **grève**. Jusqu'au mardi 1er octobre, les deux établissements ne sont ouverts que le matin. Ils répondent à de biologistes SDB, SNMB, SLBC et SJBM et l'Association pour le progrès de la **biologiemédicale**.

Les Dinannais ont trouvé la porte du laboratoire d'analyses fermée, ce lundi après-midi 23 septembre. | Ouest-France

Ils dénoncent la ponction de 170 millions d'euros du financement de la **biologiemédicale** prévue en 2020. Cette décision pourrait avoir comme conséquences : la fermeture de plusieurs laboratoires, des délais plus longs pour le rendu des résultats, plus de kilomètres à parcourir pour trouver un centre d'analyses...



Santé: les labos de biologiemédicale en grève depuis lundi

La plupart des laboratoiresdebiologiemédicale ferment désormais leurs portes tous les après-midi depuis lundi et jusqu'au 1er octobre 2019, pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévus pour le secteur en 2020, ont annoncé mardi l'ensemble des syndicats de biologistes.

Il s'agit d'une « fermeture symbolique », a précisé lors d'un point presse Thierry Bouchet, le vice-président du SLBC, les laboratoires d'analyse ne devant se mettre en grève qu'à partir de 13h, après quoi «

les patients urgents seront redirigés vers l'hôpital

«.

En Bourgogne Franche-Comté, il y a 124 laboratoires (le nombre le plus faible de France), dont la plupart sont en grève, comme les centres CBM25 du Doubs.

Pourquoi la grève ?

La grève doit se poursuivre jusqu'au 1er octobre, date d'une nouvelle réunion entre la profession et l'Assurance maladie sur la régulation des dépenses de biologie, a ajouté le Dr Bouchet, accompagné des représentants de trois autres syndicats (SDB, SJB, SNMB) et de l'association pour le progrès de la biologiemédicale, qui fédère les grands réseaux de laboratoires.

A l'origine de leur colère, les 170 millions d'euros d'économies souhaités en 2020 par l'Assurance maladie – qui tablait initialement sur 180 millions d'euros mais a revu cet objectif à la baisse après une première réunion en septembre -, soit près de deux fois plus qu'en 2019 (95 millions d'euros).

Selon les syndicats, cette « baisse de financement », qui s'additionne « au milliard de baisse cumulée depuis 10 ans

«, mettrait « directement en danger l'existence de 200 sociétés d'exercice libéral (SEL) de biologistes

» sur un total de 452.

Les baisses de financement ont jusqu'à présent été « compensées partiellement par la hausse de la productivité et la restructuration

» des laboratoires, mais « aujourd'hui on est au bout », a fait valoir le Dr Jean-Claude Azoulay, vice-président du SNMB, redoutant une diminution «

du nombre de sites et de plateaux techniques

» et un « allongement des délais » pour les résultats d'examens.

« Ce rabetage systématique risque d'être préjudiciable pour les patients », a-t-il estimé, rappelant que la «

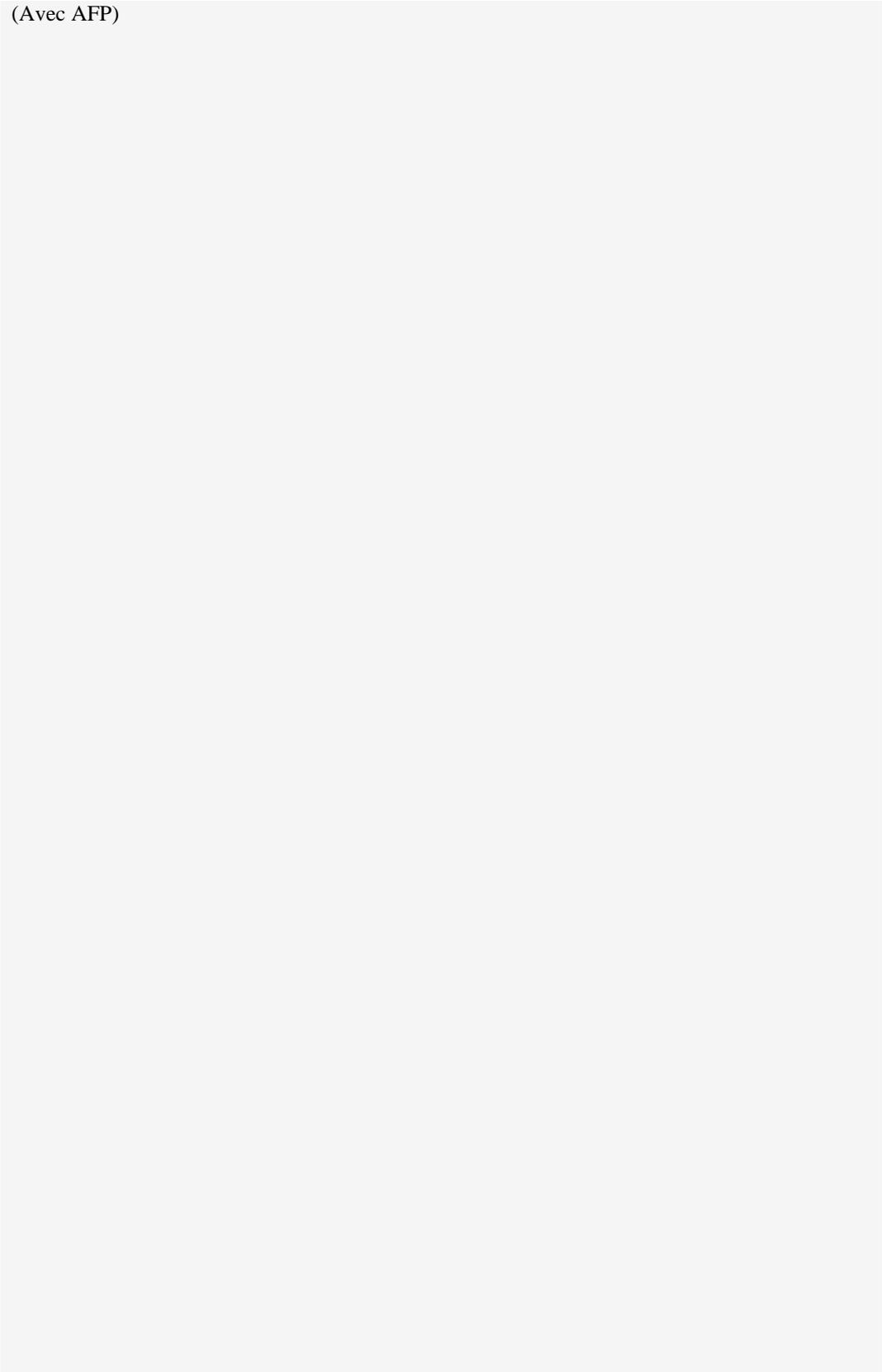
biologie concourt à plus de 70% des diagnostics médicaux ».

En cas d'échec des négociations avec l'Assurance maladie, « plusieurs semaines de fermeture totale

» pourraient être décidées « en décembre », ce qui aurait un fort impact sur les urgences hospitalières, déjà saturées, a prévenu le Dr Bouchet.

Les précédents protocoles d'accord entre la profession et l'Assurance maladie ont déjà permis de contenir la progression annuelle des dépenses de biologie à +0,25% par an depuis six ans, en deçà des autres activités de soins, ont rappelé les syndicats.

(Avec AFP)





Grève : les laboratoires d'analyses médicales ferment leurs portes l'après-midi durant une semaine

A partir de ce lundi 23 septembre et jusqu'au mardi 1er octobre inclus, les laboratoires d'analyses médicales seront en **grève** tous les après-midi. Les laboratoires d'analyses médicales sont appelés à la **grève** à partir de ce lundi 23 septembre et ce, jusqu'au mardi 1er octobre inclus, annoncent plusieurs syndicats. Ils fermeront leurs portes tous les après-midis et n'accueilleront pas de public. En cas d'urgence les patients sont donc appelés à se rendre directement à l'hôpital.

Avec ce mouvement de **grève**, les syndicats de biologistes dénoncent les nouvelles coupes budgétaires voulues par l'Assurance maladie dans le secteur. Une ponction de 170 millions qui mettrait en danger 500 laboratoires en France, selon les syndicats, et aurait des conséquences sur la qualité des soins de proximité.

Attente de négociations

Dix jours de **grève** sont prévus pour mettre la pression et après « on verra », lancent les syndicats. De nouvelles négociations sont quant à elles annoncées la semaine prochaine.

Les syndicats indiquent également qu'en cas d'échec des négociations avec l'Assurance maladie, une **grève** totale de plusieurs semaines pourrait être décidée d'ici décembre.



Grève des laboratoires



Ils pourraient fermer leurs portes chaque après-midi pendant toute la semaine ! Les laboratoires sont en grève. Les syndicats de biologistes dénoncent des coupes budgétaires de la part de l'Assurance Maladie.

Tous les laboratoires mayennais d'analyses médicales en grève jusqu'au 1er octobre prochain

Département Mayenne, France

Si vous avez une prise de sang à faire cette semaine, vous risquez d'avoir quelques soucis. Les laboratoires d'analyses médicales sont en grève depuis ce lundi 23 septembre, suite à l'appel lancé par quatre syndicats.

Selon le SJBM (Syndicat des Jeunes Biologistes Médicaux), tous les laboratoires mayennais sont mobilisés, ils ferment les après-midis jusqu'au mardi 1er octobre prochain. Les syndicats biologistes disent non à une nouvelle baisse de financement : 170 millions d'euros en moins en 2020, c'est-à-dire qu'ils vont être moins rémunérés par l'Assurance Maladie sur chaque analyse.

Les patients vont trouver portes closes tous les après-midis jusqu'au 1er octobre inclus. © Radio France - Aurore Richard

Pour ces syndicats, leurs laboratoires sont en péril, et du coup la santé des patients aussi. Ils dénoncent la situation actuelle avec des délais pour avoir ses résultats d'examen, déjà plus longs. C'est la faute à des conditions de travail qui se dégradent depuis plusieurs années.

"Le matin, on est déjà limite en termes de personnes pour faire des prises de sang et on ne peut pas augmenter ces capacités. Je ne peux pas embaucher plus de monde sur mes sites", explique Guillaume Aubin, représentant du syndicat des jeunes biologistes en Pays de la Loire.

Vers des fermetures de laboratoires en Mayenne ?

Selon lui, cela va s'empirer. Par manque de moyens, des sites vont fermer. Ce biologiste est inquiet pour la Mayenne. "Les sites qui sont moins sollicités parce qu'ils drainent une population un petit peu plus faible, dans les zones rurales ou semi-rurales, ces labos seront fermés. Les gens devront faire 30 ou 40 kms pour faire une prise de sang", estime ce biologiste.

Cela va décourager des patients alors qu'il ne faut pas retarder une prise de sang. "Une infection urinaire que l'on peut voir assez rapidement peut être traitée très rapidement avec un traitement antibiotique mis en place par le médecin traitant en ayant les premiers résultats en fin de journée. Si c'est plus long, c'est un risque de complication", analyse Anthony Mouchère, du Syndicat Des Biologistes en Pays de la Loire.

Des AVC évités grâce à une prise de sang en laboratoire

Une prise de sang est aussi essentielle pour les patients qui sont suivis. S'ils ont un traitement anti-coagulant, une analyse peut détecter un mauvais équilibre et la posologie peut donc être revue. Si ce n'est pas fait, cela peut aller jusqu'à l'hémorragie cérébrale voire l'AVC. Les patients qui ne veulent vraiment pas ou qui ne peuvent pas faire tous ces kilomètres risquent alors de se tourner vers les urgences, des services déjà sous tension.

Une rencontre entre syndicats, Assurance Maladie et Ministère de la Santé doit avoir lieu le 1er octobre prochain. La suite du mouvement sera alors décidée.



Les labos privés en grève tous les après-midi

Lundi après-midi, il n'était pas question de vouloir se rendre dans un laboratoire privé de biologie médicale. À l'image de Dynalab, boulevard du 1er-RAM ou encore de Medlab, avenue Pasteur, à Troyes, les labos privés sur tout le territoire ont entamé hier un mouvement de grève qui court, pour l'instant, jusqu'au 1er octobre. Jusqu'à cette date, donc, ils fermeront leurs portes tous les après-midi.

200 sociétés menacées

Ce que dénoncent les quatre syndicats de biologistes - le syndicat des biologistes, celui des jeunes biologistes médicaux, des laboratoires de biologie clinique et des médecins biologistes - ainsi que l'association pour le progrès de la

biologie médicale et la fédération nationale des internes en pharmacie et biologie médicale, c'est la baisse annoncée du financement de la biologie médicale. Dans un communiqué, sur leurs portes et sur la pétition disponible en ligne sur www.mesopinions.com, les professionnels dénoncent la prévision d'une baisse de 170 millions d'euros des dépenses de biologie médicale en 2020 par la caisse nationale d'Assurance maladie. « Cette réduction mettrait directement en danger l'existence de 200 sociétés d'exercice libéral de biologistes. Celles-ci seront touchées de plein fouet et susceptibles de fermer. » Or, comme le rappellent les différents syndicats, « la biologie

médicale privée est une composante importante du système de santé et de l'organisation des soins. Elle concourt à 70% des diagnostics médicaux, au dépistage, à l'évaluation des risques, au suivi des patients et est réalisée à plus de 60% dans le domaine privé. »

Un mouvement reproductible

La grève, effective depuis hier, sera reproductible le 1er octobre en fonction des décisions prises par la caisse d'Assurance maladie, à l'issue d'une réunion. A. W. ■



FRANCE

En grève, les laboratoires de biologie protestent contre la baisse de leurs tarifs

— Depuis lundi 23 septembre, les laboratoires d'analyses médicales ne sont ouverts que jusqu'à 13 heures.

— Avec cette grève, ils souhaitent dénoncer les 170 millions d'euros d'économies imposées par l'assurance-maladie pour 2020.

« Pour l'instant, on a décidé de faire une grève "gentille" avec le souci de ne pas trop pénaliser les patients. Mais si nous n'arrivons pas à nous faire entendre, nous passerons à des actions plus énergiques. » C'est une sorte de bras de fer avec l'assurance-maladie qu'entend engager Thierry Bouchet, vice-président du Syndicat des laboratoires de biologie clinique (SLBC), un des quatre syn-

dicats de biologistes médicaux engagés dans une grève lancée lundi 23 septembre. Destiné à protester contre la baisse des tarifs des laboratoires, ce mouvement doit durer jusqu'au 1^{er} octobre, date à laquelle les syndicats doivent rencontrer l'assurance-maladie.

Dans le cadre de cette grève, les laboratoires resteront ouverts jusqu'à 13 heures. Dans l'après-midi, les patients seront invités à se rendre aux urgences des hôpitaux si leur examen ne peut pas attendre le lendemain matin. L'impact, pour les usagers, devrait rester relativement limité dans la mesure où plus de 70 % des examens réalisés aujourd'hui dans ces laboratoires se font déjà dans la matinée. « Notre souhait est surtout de sensibiliser l'opinion et les décideurs au risque de disparition de nombreux laboratoires de proximité », indique François Blanche-



Dans l'après-midi, les patients seront invités à se rendre aux urgences des hôpitaux si leur examen ne peut pas attendre le lendemain matin.

cotte, président du Syndicat des biologistes (SDB).

Ce qui motive la « colère » de la profession, c'est la décision de l'assurance-maladie d'imposer 170 millions d'euros d'économies en 2020 sur les dépenses de biologie médicale. Une mesure qui, pour la « Sécu », s'inscrit dans une logique de maîtrise des dépenses face à des actes qui ne cessent d'augmenter. Depuis les années 1990, en effet, les médecins prescrivent de plus en plus d'examen biologiques, notamment pour affiner leur diagnostic ou pour assurer le suivi des

maladies chroniques, toujours plus nombreuses en raison du vieillissement de la population. « Les volumes d'examen de biologie médicale ont en effet crû de 60 % en une décennie », notait ainsi un rapport de la Cour des comptes de 2013.

Ces examens sont réalisés, en partie, dans les hôpitaux ou les cliniques. Mais à 60 %, ils sont effectués dans des laboratoires privés, qui disposent de 4 000 sites sur l'ensemble du territoire. « Nous proposons une offre de proximité très importante pour les patients. Même en zone rurale, ces derniers n'ont en général pas beaucoup de kilomètres à faire pour trouver un laboratoire », argumente Thierry Bouchet. Bien qu'étant privées, ces structures vivent grâce au financement de l'assurance-maladie, qui rembourse pour une bonne part les examens de biologie. En 2016, elle a ainsi dépensé 3,731 milliards d'euros.

Chaque examen dispose d'un tarif dont le montant est fixé par l'assurance-maladie. Et c'est à partir de ce tarif que la Sécurité sociale rémunère ensuite les laboratoires. Mais le fait de fixer elle-même les tarifs donne à l'assurance-maladie le pouvoir de maîtriser les dépenses de biologie. Face à l'augmentation continue des prescriptions, elle a ainsi imposé à partir de 2007 une baisse des tarifs de biologie : en clair, les laboratoires réalisent de plus en plus d'examen mais touchent de moins en moins d'argent pour chacun d'eux. « Au bout d'un moment, ces baisses des tarifs vont menacer l'existence économique de bon nombre de nos laboratoires », prévient Thierry Bouchet, car pour faire face à l'augmentation du nombre d'examen, on doit embaucher du personnel. »

Pierre Bienvault



Les labos d'analyses médicales en grève

La Caisse nationale d'assurance maladie a une logique purement comptable », indique, lundi 23 septembre 2019, le Dr Quentin Goetgheluck, biologiste associé du Groupe Biopath laboratoires, qui exerce à Abbeville (Somme). « On en est à la dixième année consécutive de baisse des tarifs d'analyses médicales. Or, les charges ne baissent pas. Les prix des réactifs nécessaires aux analyses augmentent de plus de 2% par an. Le chiffre d'affaires des laboratoires a baissé, depuis dix ans, de - 2% à - 5% par an. »

Biopath Hauts-de-France sud regroupe cinq laboratoires

Depuis hier, les laboratoires d'analyses médicales, à l'appel de tous les syndicats de biologistes, observent une grève partielle et reconductible pour protester contre le projet de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), qui cherche 170 millions d'économies, en 2020 et au plan national, sur les dépenses de biologie médicale. « Nous ne sommes pas opposés à une pondération des prescriptions d'analyses », continue le Dr Goetgheluck, président de Biopath Hauts-de-France sud, qui regroupe cinq laboratoires d'analyses médicales dans la Somme et le Pas-de-Calais. « Il est logique de regarder, par exemple, si des analyses sont vraiment utiles pour un patient. Mais en baissant continuellement le prix, on risque de sacrifier la proximité ». Face à cette baisse continue des tarifs, le

laboratoire du Dr Goetgheluck a créé le Laboratoire régionale de biologie médicale (LRBM), avec la mutualisation des laboratoires d'Abbeville, Nouvion, et de Saint-Valery-sur-Somme, puis une fusion avec le groupe Biopath laboratoires. « Les coûts de production élevés sont mutualisés : les analyses coûteuses sont réalisées à Abbeville. À Nouvion et Saint-Valery, nous n'avons pas remplacé les machines qui nous permettent de réaliser ces machines. Si la baisse des tarifs continue, serons-nous obligés de mutualiser aussi les analyses de routine? », demande Quentin Goetgheluck. « En baissant continuellement le prix, on risque de sacrifier la proximité » Dr Quentin Goetgheluck, biologiste « À force de mutualiser pour contrer la baisse des tarifs, on va perdre en proximité », conclut le biologiste. « Nous ramassons chaque jour les prélèvements faits par des infirmières à domicile, dans 36 pharmacies du secteur. On nous dit qu'on veut lutter contre les déserts médicaux, mais sans ce service des laboratoires, qui prendra le relais dans les campagnes? » DENIS DESBLEDS ■



Une grève partielle jusqu'au 1er octobre

Les laboratoires en grève ferment leurs portes l'après-midi, jusqu'au 1er octobre, date d'une réunion nationale avec la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie). Dans les faits, au laboratoire d'Abbeville, les urgences sont gérées même l'après-midi. « On ne va pas refuser des gens en urgence, ni leur dire d'aller à l'hôpital pour leurs analyses », confie le Dr Goetgheluck. « On ne va pas engorger les urgences hospitalières. » Les patients dont les analyses sont faites le matin sont invités à obtenir leurs résultats via un espace sécurisé sur internet, ou à revenir le lendemain matin au laboratoire. Si ce n'est pas urgent, ils recevront les résultats par courrier postal. Quant aux analyses réalisées pour les cliniques, elles seront évidemment réalisées comme d'habitude. « Un prélèvement se périme », explique le biologiste médical. « Les analyses doivent être faites rapidement ». Comme la grève des urgentistes hospitaliers, celle des biologistes médicaux est donc partielle, serment d'Hippocrate oblige. Selon le Dr Goetgheluck, à Amiens par exemple, « 100% des laboratoires suivent le mouvement ». Un mouvement qui pourrait se durcir si les négociations échouent le 1er octobre. ■



ÉCONOMIE

En BREF

LABORATOIRES

Les laboratoires de biologie médicale sont appelés à la grève tous les après-midi jusqu'au 1^{er} octobre par l'ensemble de leurs syndicats pour protester contre les 170 millions d'euros d'économies prévues dans le secteur en 2020.